



CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NICE

4 avenue Reine Victoria

06003 NICE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024



Au Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier Universitaire de Nice,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de votre Conseil de Surveillance, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Centre Hospitalier Universitaire de Nice relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français applicables aux Etablissements Publics de Santé repris dans l'instruction budgétaire et comptable M21, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans l'annexe du compte financier concernant :

- La correction d'erreur relative aux immobilisations (pages 23 et 24) ;

- Les principes et méthodes comptables qui précisent que l'application Hélios a fait l'objet d'un rapport ISAE3402 Type II par un cabinet externe (page 2) ;
- La présentation de la provision pour dépréciation au bilan qui est globalisée et non ventilée par nature de débiteur (page 7) ;
- La présentation des produits d'exploitation et le dépassement du dispositif de Sécurisation Modulée à l'Activité (SMA) sur 2024 (pages 59 et 60) ;
- Au sein du §1.4.2, il est indiqué les modalités ayant conduit à la constitution d'une provision pour risque de 6,5 M€ relative au contrôle fiscal en cours (pages 30 à 33) ;
- L'évolution post-clôture du contentieux concernant l'opération de construction du nouvel hôpital PASTEUR 2 et ses impacts financiers (pages 66 à 69) ;
- Le contentieux avec le GCS HPNCL et le traitement adopté par le CHU (page 69).

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- La note relative au changement de méthodes comptables, d'estimation et correction d'erreurs de l'annexe (pages 23 et 24) expose la correction d'erreur intervenue au cours de l'exercice relative aux travaux de régularisation des immobilisations (régularisation des immobilisations en cours DINSI).

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre établissement, nous nous sommes assurés du bien-fondé de ces corrections et de la présentation qui en est faite.

- Lors de l'arrêté de ses comptes, le Centre Hospitalier Universitaire de Nice a été conduit à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui concernent notamment :
 - Les provisions réglementées ;
 - Les provisions pour risques et charges ;
 - La provision pour dépréciation des créances.

Nous avons apprécié les critères retenus par votre établissement pour leur recensement, leur évaluation et leur traduction comptable dans des conditions satisfaisantes.

Nous nous sommes assuré que les méthodes d'estimation retenues à l'occasion de la mise en œuvre de ces procédures étaient décrites de façon appropriée dans l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux membres du conseil de surveillance

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier prévu au 1° de l'article R.6145-44 du Code de la Santé Publique préparé par la direction et le comptable public et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels, adressés aux membres du conseil de surveillance.

Responsabilités de la direction, du comptable public et des personnes constituant la gouvernance de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction, en relation avec le comptable public, d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'établissement ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directeur de votre établissement et visés par le comptable public.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 26 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes

EXCO & ASSOCIES

Patrick AUMERAS

Aurélie SIMON NOSSARDI

COMPTES FINANCIER 2024

GESTION PATRIMONIALE ET FINANCIERE

18000 - CHU NICE

Exercice 2024

BILAN

	ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES:				
	- Frais d'établissement	139 118,72	139 118,72	0,00	0,00
	- Frais d'études, de recherche et développement	606 349,31	460 132,93	146 215,38	116 004,21
	- Contributions aux investissements communs des OHT	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Concessions et droit similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	48 041 146,69	30 063 827,01	17 977 319,68	16 821 143,50
	- Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Immobilisations incorporelles en cours	1 325 783,09	0,00	1 325 783,09	5 509 918,77
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES:				
	- Terrains	9 872 156,89	1 828 177,58	8 043 981,31	8 107 837,36
	- Constructions	744 641 674,94	365 333 390,43	379 308 284,51	395 446 429,40
ACTIF CIRCULANT	- Installations techniques, matériel et outillage industriel	140 186 327,12	110 849 097,67	29 337 229,45	29 065 971,12
	- Autres immobilisations corporelles	104 379 892,39	88 979 846,47	15 400 045,92	16 765 598,30
	- Immobilisations corporelles en cours	138 902 770,27	0,00	138 902 770,27	95 854 754,34
	- Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Immobilisations affectées ou mises à disposition	0,00	0,00	0,00	0,00
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES:				
	- Participations et créances rattachées à des participations	305 101,00	0,00	305 101,00	304 101,00
	- Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Prêts	591,50	0,00	591,50	591,50
	- Autres	63 003 289,20	0,00	63 003 289,20	75 573 289,20
COMPTES DE REGULARISATION	TOTAL I	1 251 404 222,12	597 653 590,81	653 750 631,31	643 565 638,70
	STOCKS ET EN-COURS:				
	- Matières premières	9 121,99	0,00	9 121,99	10 585,43
	- Autres approvisionnements	16 973 242,62	0,00	16 973 242,62	19 188 238,12
	- En-cours de productions de biens	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Produits	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Autres stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
	CREANCES D'EXPLOITATION :				
	- Hospitalisés et consultants	15 983 958,92	10 696 357,82	5 287 601,10	3 174 981,89
COMPTES DE REGULARISATION	- Caisse pivot	94 744 148,47	0,00	94 744 148,47	149 561 652,01
	- Autres tiers payants	29 454 498,28	0,00	29 454 498,28	26 270 828,55
	- Créances irrécouvrables admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Autres	10 318 049,25	0,00	10 318 049,25	11 054 560,29
	CREANCES DIVERSES :				
	- Valeurs mobilières de placement	53 153 601,98	2 971 180,03	50 182 421,95	46 251 829,15
	- Disponibilités	2 289 811,12	0,00	2 289 811,12	2 875 490,69
	- Charges constatées d'avance	688 985,07	0,00	688 985,07	1 605 963,26
	TOTAL II	223 615 337,70	13 667 537,85	209 947 799,85	259 994 129,39
	CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES	0,00	0,00	0,00	0,00
	PRIMES DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS	147 900,00	0,00	147 900,00	156 600,00
	DEPENSES A CLASSER OU REGULARISER	559,12	0,00	559,12	23,95

ACTIF		Exercice 2024		Exercice 2023	
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
	DOTATIONS ATTENDUES	0,00	0,00	0,00	0,00
	ECARTS DE CONVERSION D'ACTIF	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL GENERAL	1 475 168 018,94	611 321 128,66	863 846 890,28	903 716 392,04



COMPTES FINANCIERS 2024

	PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
CAPITAUX PROPRES	APPORTS	210 928 100,70	210 801 760,88
	RESERVES:		
	. Excédents affectés à l'investissement	121 547 395,99	123 385 644,70
	. Réserve de trésorerie	24 021 720,70	24 021 720,70
	. Réserves de compensation	13 571 787,63	12 050 984,21
	REPORT A NOUVEAU :		
	. Report à nouveau excédentaire	0,00	55 627,72
	. Report à nouveau déficitaire	-334 883 884,09	-291 337 346,64
	RESULTAT DE L'EXERCICE (EXCEDENT OU DEFICIT)	-37 742 060,64	-41 773 398,56
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	44 648 344,62	42 665 198,00
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	PROVISIONS REGLEMENTAIRES	0,00	9 055 062,01
	DROITS DE L'AFFECTANT	0,00	0,00
	TOTAL I	42 091 404,93	88 925 253,02
	PROVISIONS POUR RISQUES	7 601 041,82	8 257 747,40
	PROVISIONS POUR CHARGES	26 195 591,82	25 976 806,08
	TOTAL II	33 796 633,64	34 234 553,48
	DETTES FINANCIERES:		
	. Emprunts obligataires	202 502 631,26	138 802 631,26
	. Emprunts auprès des établissements de crédit	335 659 330,27	353 777 732,04
	. Emprunts et dettes financières divers	5 666 794,03	5 425 565,78
DETTES	. Crédits et lignes de trésorerie	9 592 933,49	18 549 849,31
	DETTES D'EXPLOITATION:		
	. Avances reçues	16 812 045,45	90 151 909,94
	. Dettes fournisseurs et comptes rattachés	136 635 291,95	82 835 058,08
	. Dettes fiscales et sociales	19 654 924,42	36 130 976,86
	DETTES DIVERSES:		
	. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	16 133 294,93	12 298 386,86
	. Fonds déposés par les hospitaliers et hébergés	45 746,62	89 794,16
	. Autres	2 895 085,76	3 789 051,07
	. Produits constatés d'avance	34 905 264,42	29 289 873,31
COMPTES DE REGULARISATION	TOTAL III	780 503 342,60	771 140 828,67
	RECETTES A CLASSER ET A REGULARISER	7 455 509,11	9 415 756,87
	CREDIT		
	ECART DE CONVERSION PASSIF	0,00	0,00
	TOTAL GENERAL	863 846 890,28	903 716 392,04

18000 - CHU NICE

Exercice 2024

COMPTE FINANCIER 2024

Compte de résultat de l'exercice (toutes activités confondues) ¹

	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Vente de marchandises	30 698 519,22	24 960 997,78
Production vendue	38 634 159,40	38 290 011,53
Production stockée, destockage	0,00	0,00
Production immobilisée	0,00	0,00
Produits de l'activité hospitalière	705 632 580,24	657 874 671,38
Subv d'exploitation et participations	35 761 131,20	32 314 834,14
Reprises sur amort, dépréc et provisions	5 098 082,38	9 500 048,37
Transferts de charges d'exploitation	0,00	0,00
Autres produits de gestion courante	26 243 605,58	23 278 674,31
TOTAL I	842 068 078,02	786 219 237,48
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	0,00	0,00
Variation de stocks de marchandises	0,00	0,00
Achats stockés mat prem et fournitures	100 981,51	127 547,48
Variation de stocks mat prem et fournit	1 463,44	-5 536,13
Achats stockés autres approvisionnements	197 829 756,16	176 434 144,56
Variation stocks des autres approvis	2 214 995,50	-3 732 219,19
Achats non stockés mat et fournitures	17 671 939,38	24 527 828,88
Services extérieurs et autres	63 958 888,10	61 216 897,66
Impôts et taxes sur rémunérations	49 014 100,81	48 253 022,51
Impôts taxes et verst assimilés autres	252 105,35	145 870,49
Résum et autres charges de personnel	348 327 941,23	332 766 154,13
Charges sociales	126 851 259,69	120 503 890,05
Dot aux amort et dépréc sur immo	38 375 639,44	36 620 319,84
Dot aux dépréc sur actif circulant	1 595 269,62	1 978 694,70
Dot amort, prov, dépr risques et charges	3 441 243,33	2 169 345,86
Autres charges de gestion courante	26 644 705,40	27 217 826,62
TOTAL II	876 280 288,96	828 223 787,46
1- RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-34 212 210,94	-42 004 549,98
PRODUITS FINANCIERS		

¹ sans neutralisation d'opérations entre les comptes de résultat

Compte de résultat de l'exercice (toutes activités confondues) 1

	Exercice 2024	Exercice 2023
De participations et des immob financ		
Revenus des VMP, escomptes	10 087,98	0,00
Reprise sur provisions	0,00	93 303,78
Transferts de charges financières	0,00	0,00
Gains de change	736,14	0,00
Produit net sur cessions de VMP	0,00	1 462,42
TOTAL III	10 824,12	94 766,20
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amort, dépréc et provis	8 700,00	8 700,00
Intérêts et charges assimilées	19 221 701,34	16 427 025,88
Pertes de change	579,16	114,70
Charges nettes sur cessions de VMP	0,00	0,00
TOTAL IV	19 230 980,50	16 435 840,58
2-RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-19 220 156,38	-16 341 074,38
3-RESULTAT COURANT(I-II+III-IV)	-53 432 367,32	-58 345 624,36
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Prod except op gestion exercice courant	1 699 763,12	2 594 950,48
Prod except op gestion exer antér	8 488 292,60	7 712 602,14
Prod except : opérations en capital	2 923 869,19	2 373 274,98
Reprises sur provisions réglementées	14 914 937,01	20 904 147,00
Reprises sur dépréc exceptionnelles	0,00	0,00
Transferts de charges exceptionnelles	0,00	0,00
TOTAL V	28 026 861,92	33 584 974,60
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges except exercice courant	127 143,07	517 532,95
Charges except exercices antérieurs	6 031 889,10	4 615 858,10
Charg except sur opérations en capital	317 648,07	489 482,75
Dotations aux provisions réglementées	5 859 875,00	11 389 875,00
Dot aux amort et dépréc exception	0,00	0,00
TOTAL VI	12 336 555,24	17 012 748,80
4- RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	15 690 306,68	16 572 225,80

1 sans neutralisation d'opérations entre les comptes de résultat

COMPTE FINANCIER 2024

18000 - CHU NICE

Exercice 2024

Compte de résultat de l'exercice (toutes activités confondues) 1

	Exercice 2024	Exercice 2023
5- TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	870 105 764,06	819 898 978,28
6- TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	907 847 824,70	861 672 376,84
EXCEDENT OU DEFICIT (5 - 6)	-37 742 060,64	-41 773 398,56

1 sans neutralisation d'opérations entre les comptes de résultat



ANNEXE

2024

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE, PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1.1. Principes et méthodes comptables (Etat PF1)

Les comptes sont établis dans le respect des principes comptables, afin de donner une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'établissement et de garantir la qualité et la compréhension de l'information.

Les principes comptables sont :

- Le principe de continuité d'activité,
- Le principe de régularité et de sincérité,
- Le principe de prudence,
- Le principe de permanence des méthodes,
- Le principe d'intangibilité du bilan d'ouverture,
- Le principe de non compensation.

Les comptes annuels sont établis conformément au référentiel comptable applicable constitué par l'instruction budgétaire et comptable M21.

Les tableaux présentés dans cette annexe sont principalement issus de l'application Hélios, application qui a fait l'objet d'un rapport de certification ISAE 3402 de type II par un cabinet externe.

1.1.1. Immobilisations corporelles et incorporelles et amortissement

- Coût d'entrée dans le patrimoine des immobilisations : les éléments de l'actif immobilisé sont comptabilisés à leur coût d'acquisition :
 - a. Les immobilisations acquises à titre onéreux sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (montant HT + TVA non déductible - rabais, remises, ristournes et escomptes) auquel s'ajoute les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner (ex : frais d'appel d'offres, frais d'études, frais de préparation du site, frais de livraison)
 - b. Les immobilisations acquises à titre gratuit (donations, legs) sont comptabilisées à leur valeur vénale.
 - c. Il est constaté une discordance entre l'actif comptabilisé dans HELIOS et la comptabilité auxiliaire de l'ordonnateur. Un des éléments explicatifs de cet écart réside dans l'application de la méthode décrite *supra* au a) à compter de 2010. Les deux comptabilités devront être rapprochées au cours des prochains exercices.

d. Conventions d'occupation venues à échéance.

Le CHU a signé une convention portant sur le Bâtiment Arc –INSERM à l'archet (réf. Cadastre NA 91), convention avec l'Université.

Cette convention prévoyait la possibilité d'édifier des constructions pendant la période de jouissance, ces constructions devant revenir au CHU à l'issue de ladite période.

Elle est arrivée à terme (échéance de la convention dans un cas et résiliation amiable dans le second cas) à la date du 31/12/2017.

Le transfert de propriété intervenant au 01/01/2018 conformément au courrier du Notaire (Cabinet Gilletta de Saint-Joseph, daté du 24/05/2018) ; l'intégration de ces biens à l'actif a été effectuée en 2018, selon les modalités suivantes : Le bâtiment Arc –INSERM à l'archet a été comptabilisé pour une valeur de 1€, compte tenu de l'incertitude concernant l'utilisation future de ce bâtiment et du coût d'éventuels travaux afin de le rendre exploitable pour une activité médicale.

- Distinction entre charges et immobilisations : les investissements dont la valeur est supérieure à 500 € TTC et qui ont une durée de vie supérieure à 1 an, ainsi que ceux qui ont pour effet d'augmenter la durée de vie des biens sont considérés comme des immobilisations.
- Amortissement :
 - a. Le mode d'amortissement pratiqué est l'amortissement linéaire. Conformément aux évolutions de la réglementation comptable M21, l'établissement applique le prorata temporis pour toutes les acquisitions de l'exercice 2022, comme cela a déjà été pratiqué depuis 2017
 - b. L'amortissement par composant a été appliqué pour la première fois par l'établissement en 2015 pour les opérations Pasteur 2, Institut Claude Pompidou et l'Archet 3.
 - c. L'établissement a par ailleurs procédé, pour l'exercice 2016, à l'application de la méthode de l'amortissement par composant aux principales opérations de travaux de l'Archet 2 en termes de valeur nette comptable : Construction Archet 2, parking, Soins palliatifs, production énergétique, Onco-hématologie, Maternité, Laboratoire de virologie
 - d. La démarche de fiabilisation de l'actif entreprise par le CHU a conduit à transférer la gestion des bâtiments d'Excel au module de suivi des immobilisations du logiciel comptable. Ce transfert a impliqué des modifications des modalités d'amortissement. Ainsi, à titre d'exemple, toutes les durées sont désormais inférieures ou égales à 100 ans et n'ont pas de décimale.

e. Durées d'amortissement :

Les durées d'amortissement pratiquées sont détaillées ci-dessous, exprimées en années.

o Biens amortis par composants :

PROJET	DESIGNATION DES BIENS	DUREE
Hôpital Pasteur II	Composant 1 : Terrassement / Fondation / Gros œuvre / Structure / VRD	50
	Composant 2 : Menuiseries extérieures / Métallerie / Serrurerie	30
	Composant 3 : Electricité	25
	Composant 4 : Plomberie / Chauffage / Climatisation / Ventilation / Désenfumage	25
	Composant 5 : Appareils élévateurs	25
	Composant 6 : Corps d'état secondaires Menuiseries / Sols / Peinture / Agencement / Faux plafonds	20
	Composant 7 : Aménagements paysagers	20
	Composant 8 : Etanchéité	15
	Composant 9 : Cages de Faraday	10
	Composant 10 : Prestations intellectuelles	37
Institut Claude Pompidou	Composant 1 : Travaux préalables / Gros œuvre / Voieries et réseaux divers	50
	Composant 2 : Clos couverts	30
	Composant 3 : Corps d'état secondaires	15
	Composant 4 : Corps d'état techniques / Equipements techniques fixes	25
	Composant 5 : Aménagement paysager	20
	Composant 6 : Prestations intellectuelles	34
Archet II	Composant 1 : Démolition / Terrassement / Fondation / Gros œuvre / Structure / VRD	50
	Composant 2 : Menuiseries extérieures	30
	Composant 3 : Métallerie / Serrurerie	30
	Composant 4 : Electricité	25
	Composant 5 : Plomberie / Chauffage / Climatisation / Ventilation / Désenfumage	25
	Composant 6 : Appareils élévateurs	25
	Composant 7 : Menuiseries intérieures	20
	Composant 8 : Faux plafonds	20

	Composant9 : Sols	20
	Composant 10 : Peinture	20
	Composant 11 : Agencement	20
	Composant 12 : Aménagements paysagers	20
	Composant 13 : Etanchéité	15
	Composant 14 : Prestations intellectuelles	34
Parking Archet 2	Composant 1 : Démolition / Terrassement / Fondation / Gros œuvre / Structure / VRD	50
Soins palliatifs Production énergétique Onco-hématologie Maternité Virologie	Composant 1 : Démolition / Terrassement / Fondation / Gros œuvre / Structure / VRD	50
	Composant 2 : Menuiseries extérieures	30
	Composant 3 : Métallerie / Serrurerie	30
	Composant 4 : Electricité	25
	Composant 5 : Plomberie / Chauffage / Climatisation / Ventilation / Désenfumage	25
	Composant 6 : Appareils élévateurs	25
	Composant 7 : Menuiseries intérieures	20
	Composant 8 : Faux plafonds	20
	Composant9 : Sols	20
	Composant 10 : Peinture	20
	Composant 11 : Agencement	20
	Composant 12 : Aménagements paysagers	20
	Composant 13 : Etanchéité	15
	Composant 14 : Prestations intellectuelles	37
Archet 3	Composant 1 : Travaux préalables / Gros œuvre / VRD	50
	Composant 2 : Clos couverts	30
	Composant 3 : Corps d'état secondaires	15
	Composant 4 : Corps d'état techniques / Equipements techniques fixes	25
	Composant 5 : Prestations intellectuelles	33

- Biens hors composants :

		Méthodes	Durée (En années)
2031	Frais de recherche et développement	Linéaire	5
2051	Concessions et droits similaires	Linéaire	2 à 5
2122	Terrains aménagés	Linéaire	75
2125	Agencements et aménagements de terrains	Linéaire	5 à 20
2131	Bâtiments	Linéaire	2 à 130
2135	IGAAC	Linéaire	1 à 67
2138	Ouvrages d'infrastructures - Voirie	Linéaire	15
2141	Bâtiments – construction sur sol d'autrui	Linéaire	5 à 14
2145	Froid	Linéaire	5
2151	Installations complexes spécialisées	Linéaire	2 à 10
2153	Installations à caractère spécifique	Linéaire	5 à 10
2154	Matériel et outillage	Linéaire	2 à 10
2182	Matériel de transport	Linéaire	5
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	Linéaire	4 à 5
2184	Mobilier	Linéaire	5 à 10
2188	Autres immobilisations corporelles	Linéaire	3 à 5

1.1.2. Immobilisations financières

Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

Une dépréciation est enregistrée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

1.1.3. Stocks

Les produits et marchandises stockés sont évalués selon la méthode du Coût Moyen Unitaire Pondéré (CUMP) et ils sont réputés consommés dès la sortie du magasin sauf pour les médicaments et dispositifs médicaux.

En effet, les médicaments et dispositifs médicaux distribués par la pharmacie dans les unités de soins mais qui ne sont pas encore consommés sont intégrés à la valeur des stocks au 31/12 de chaque année (pour leur valeur TTC).

Pour les médicaments, la méthode appliquée est la suivante :

- Les dotations d'urgence de tous les services sont déterminées par la PUI du site concerné et donc la valorisation théorique à 100 % de remplissage est connue pour l'ensemble de l'établissement.
- Un inventaire physique n'a pas pu être réalisé par sondage dans plusieurs services à cause d'un manque d'effectif. La décision a donc été prise de valoriser les stocks déportés sur la base des stocks théoriques actualisés.

Pour les dispositifs médicaux, l'estimation est également faite sur la base des dotations théoriques.

1.1.4. Créances

Présentation du compte financier :

Une dépréciation de 10 696 K€ est présentée sur la ligne des créances hospitalisés et consultants du bilan.

Cependant, ce montant ne concerne pas uniquement les hospitalisés et consultants mais l'exhaustivité des débiteurs. En effet, cette présentation de l'actif résulte de l'impossibilité, pour le logiciel HELIOS, de ventiler la provision pour dépréciation sur les différents postes de tiers qu'elle concerne.

En effet, le Centre Hospitalier Universitaire de Nice a constaté des provisions au titre d'autres créances notamment :

- Les créances détenues sur les caisses,
- Les créances détenues sur le département,
- Les créances détenues sur les autres tiers.

Le tableau ci-dessous ventile la provision présentée sur la ligne des créances Hospitalisés et Consultants du bilan :

Détail du compte 491-en €		31/12/2023	31/12/2024
491	Hospitalisés et consultants	8 262 394,00	8 638 001,18
491	Tiers payants et autres débiteurs	1 938 992,00	2 058 356,64
Total Provision H&C, tiers payants, débiteurs suivis		10 201 386,00	10 696 357,82

Concernant le budget principal, la ventilation de la provision est la suivante :

Débiteurs	31/12/2023	31/12/2024
Hospitalisés et consultants	7 672 171,00	8 490 004,00
Tiers payants et autres débiteurs	1 935 992,00	2 058 356,64
TOTAL (491)	9 608 163,00	10 548 360,64

Principe général : Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Méthodologie de la dépréciation des créances :

1.1.4.1 Particuliers, hospitalisés et consultants (comptes 4111 et 4161)

Comme en 2023, les taux de dépréciation appliqués, ont été déterminés statistiquement et reflètent la quote-part des titres de recettes émis effectivement non encaissés dans le temps.

Il en ressort les taux de dépréciation ci-dessous :

	TAUX PROVISION	Provision estimée
2010	100%	4 438
2011	100%	5 446
2012	100%	7 609
2013	100%	2 846
2014	100%	70 696
2015	100%	47 596
2016	100%	71 929
2017	100%	156 620
2018	100%	316 529
2019	100%	510 101
2020	100%	600 129
2021	100%	920 720
2022	80%	1 854 603
2023	50%	1 603 631
2024	20%	2 317 112
TOTAL		8 490 004

Ces taux sont appliqués :

- Pour les années N-1 et antérieures : aux restes à recouvrer retraités des ANV,
- Pour l'année N : au flux de titres émis sur l'année, les RAR retraités des ANV n'étant pas à ce stade, représentatifs du recouvrement. Pour les titres émis en 2024, le taux moyen de provisionnement retenu est de 20%.

Le total des provisions pour hospitalisés et consultants est de 8,49 M€, contre 7,67 M€ comptabilisés en 2023.

1.1.4.2 Tiers payants

La méthode appliquée est la suivante :

- Pour les comptes suivants : 4113x, 4114, 4115x, 4116, 4117, 4163x, 4165x, 4164, 4166 et 4167,
- La prise en compte des RAR jusqu'au 31/12/N (soit jusqu'au 31/12/2024, et extrait au 31/01/2025),
- Leur analyse a conduit à la détermination des dépréciations ci-dessous :

COMPTES	REDEVABLES	RAR au 31/12/2024	Provision
41151	Mutuelles et compagnie d'assurance	6 532 664	973 091
41158	Divers-Autre tiers payants	6 675 642	460 952
41131	Caisses de sécurité sociale Régime général	1 808 021	279 582
41152	Aide médicale de l'Etat	1 706 235	169 618
4117	Prestations entre établissements de santé	855 596	118 397
41651	Mutuelles et compagnie d'assurance CONTENTIEUX	30 291	30 291
41138	Autres régimes obligatoires de sécurité sociale	593 021	11 290
411531	Autre tiers payants CONTENTIEUX	77 957	6 462
4116	Etat	131 766	3 944
41658	Divers-Autre tiers payants CONTENTIEUX	3 260	3 260
4167	Prestations entre établissements de santé	591	591
41132	Caisses de sécurité sociale Régime agricole	24 270	480
4114	Départements	2 197	227
411533	Autre tiers payants CONTENTIEUX	172	172
41188	Autres redevables	8	-
411532	Autre tiers payants CONTENTIEUX	179	-
		18 441 871	2 058 357

1.1.4.3 Autres comptes débiteurs (comptes 46721,46726,467411 et 467416)

Pour les CRPA, examen et application d'un taux de dépréciation au cas par cas.

Pour le CRPP, provision à 100% des RAR jusqu'en 2022 inclus

La provision au 31/12/24 ressort à 2,97 M€ et se répartit comme suit par budget.

Détail du compte 496 par budget	31/12/2023	31/12/2024
496 Dépréciations des comptes débiteurs divers H	3 028 815	2 940 666
496 Dépréciations des comptes débiteurs divers A	3 809	5 151
496 Dépréciations des comptes débiteurs divers C	44 914	17 784
496 Dépréciations des comptes débiteurs divers B	6 493	4 389
496 Dépréciations des comptes débiteurs divers J	5 430	2 822
496 Dépréciations des comptes débiteurs divers P1	0	0
496 Dépréciations des comptes débiteurs divers P4	341	370
Total Provision Débiteurs divers	3 089 802	2 971 180

En synthèse, la provision pour dépréciation totale ressort à 13 667 537 € au 31/12/24 contre 13 291 187 € au 31/12/23.

1.1.5. Subventions d'investissement

Les financements identifiés comme des subventions d'équipements ou d'investissement sont imputés au compte 13 dès leur notification sous réserve de conditions résolutives ou suspensives.

Les subventions amortissables sont reprises par fraction sur la même durée que celle de l'amortissement des biens financés pour atténuer l'impact des amortissements sur le compte de résultat (c/777).

Les financements qui n'ont pu être enregistrés car conditionnés à la présentation de pièces justificatives relatives à la réalisation de la dépense sont précisés dans l'état de l'annexe BI 5.

1.1.6. Provisions

a) Provision pour Renouvellement des Immobilisations (PRI)

Conformément aux principes prévus par l'instruction budgétaire et comptable M21, cette provision réglementée est fondée sur le principe d'une allocation anticipée d'aides destinées à la couverture des surcoûts d'exploitation générés par les nouveaux investissements, sous forme de dotations budgétaires supplémentaires versées par l'assurance maladie.

L'établissement dote les PRI exclusivement et à hauteur de l'intégralité des dotations budgétaires attribuées au titre de l'aide à l'investissement (dotations FIR et AC notifiées par l'Agence Régionale de Santé).

La reprise de la provision au compte de résultat a pour effet d'atténuer le montant des dotations à l'amortissement et des charges financières liés aux biens financés au niveau des résultats de l'exercice.

Avant 2024, la reprise de la provision était constatée à hauteur des surcoûts de l'opération Pasteur 2, et se décomposait donc comme suit :

- En reprise sur amortissement : la reprise de l'année N est égale à la dotation aux amortissements de l'année N de l'opération Pasteur 2 ;
- En reprise sur frais financiers : la reprise de l'année N est égale à une quote-part des charges financières totales dues au titre de l'année N. Chaque année, le ratio suivant est calculé :
Mandats Pasteur 2 comptabilisés en N (classe 2) / Capital des emprunts souscrits en N ;

Ce ratio définit ainsi la part des emprunts souscrits en année N ayant financé l'opération Pasteur 2. Ce ratio est ainsi appliqué à chaque emprunt et appliqué à l'échéancier des charges financières qu'il génère.

Au 31/12/2024, la méthode est inchangée, mais le solde des aides ARS (FIR et AC) à reprendre étant devenu inférieur aux surcoûts de l'opération P2 la reprise de 2024 a été limitée au stock disponible au 31/12/23, complété du montant des aides 2024.

b) Provisions pour risques et charges

Évaluées à l'arrêté des comptes, les provisions pour risques et charges sont des passifs probables dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable M21, l'établissement constate une provision pour risques et charges dès lors :

- Qu'il existe, à la clôture de l'exercice, une obligation légale, réglementaire, conventionnelle ou reconnue par l'établissement ;
- Qu'il est probable ou certain à la date d'établissement des comptes qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans contrepartie équivalente de celui-ci, si cette sortie de ressources peut être estimée de manière fiable.

L'établissement reprend la provision pour risques et charges constatée intégralement quand l'établissement n'a plus d'obligation ou quand il n'est plus probable que cette obligation entraînera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente de la part du tiers. Il reprend la provision pour risques et charges partiellement en cas d'évaluation à la baisse du risque existant à la clôture de l'exercice.

- Provisions pour risques :

- Litiges en cours :

- Contentieux sociaux. Est pris en compte le risque estimé au réel par la DRH et la DAM ;
- Contentieux travaux. Est pris en compte le risque estimé au réel hors litiges liés à l'opération Pasteur 2 traités en investissement.
- TVA : l'application de la méthode de l'affectation pour le calcul de la TVA déductible a fait l'objet d'une demande de rescrit auprès de l'administration fiscale le 22/02/2017.
Cette demande a ensuite fait l'objet d'un second examen le 02/07/2018 par le Collège de second examen des rescrits de la DRFIP.
En date du 28/08/2018, la DDFIP a adressé au CHU l'avis du Collège de second examen.

Ce dernier a considéré que le crédit de TVA relatif à l'année 2012 a valablement été constitué et pouvait faire l'objet d'une imputation ou d'un remboursement.

Dès lors, le CHU a demandé sur la déclaration CA3 d'août 2018, le remboursement du crédit de TVA total existant à cette date soit 2 390 144 € et repris intégralement la provision pour risque constituée.

Le 8/04/2019, le CHU a reçu un avis de vérification de comptabilité émanant de la DGFiP.

La procédure de vérification s'est terminée en décembre 2019 et s'est traduite par une proposition de rectification notifiée au CHU le 13 décembre 2019. Le total du redressement notifié ressort à 6 470 892 €.

Ce redressement résulte principalement de l'absence d'intégration des intérêts des emprunts souscrits pour financer PASTEUR2 dans l'assiette de régularisation déclarée par le CHU, qui aurait dû être constituée du prix de revient total de la construction selon l'administration fiscale.

Une procédure est actuellement en cours afin de contester ce redressement.

Compte tenu du redressement encouru, une provision pour risque du montant total du redressement, soit 6 497 514 €, est portée au bilan du 31/12/2019. Au regard de la provision de 700 000 € déjà comptabilisée au 31/12/2018, une dotation complémentaire de 5 770 892 € a été comptabilisée en 2019.

Au cours de l'exercice 2020 la procédure s'est poursuivie sans aboutir à un dénouement.

De ce fait, aucune écriture de reprise ou de complément de dotation n'a été passée en 2020.

Par lettre recommandée avec avis de réception du 28 octobre 2021 l'administration fiscale a rejeté les arguments du CHU contestant le redressement, et maintenu sa proposition de rectification.

Le 15 décembre 2022, l'administration fiscale a notifié la mise en recouvrement du redressement fiscal pour un montant de 6 527 885 € dont 117 625 € de majorations et pénalités.

Le CHU a par l'intermédiaire de son cabinet de conseil ALTRA CONSULTING déposé une nouvelle réclamation préalable contentieuse auprès de l'administration fiscale le 22/02/2023. Parallèlement à cette procédure le CHU a demandé la suspension de la procédure de mise en recouvrement ainsi que la levée de l'inscription de privilège effectuée par l'administration fiscale.

Le 6 avril 2023, l'administration répond favorablement à la demande de dispense de constitution de garantie formulée par le CHU.

Le 5 septembre 2023 l'administration a rejeté la réclamation contentieuse du 22/02/2023 pour défaut de justificatifs.

Le 2 novembre 2023 le Cabinet ALTRA CONSULTING dépose une requête introductive d'instance auprès du tribunal administratif de Nice pour contester le redressement.

Le 10 novembre 2023 le Tribunal Administratif de Nice accuse réception de la requête.

Un mémoire en défense demandant le rejet du redressement a été déposé le 6 février 2024.

La réponse de l'administration restant insatisfaisante, un mémoire en réplique confirmant la position du CHU a été adressé le 5 avril 2024.

Au 31/12/2024 l'administration fiscale n'a toujours pas répondu au mémoire.

Le litige se poursuivant, la provision est maintenue au 31/12/2024.

- Provisions pour charges :

- o Participation du CHU au résultat du GCS IUFC :

Les comptes annuels 2016 à 2018 du GCS IUFC ayant été approuvés fin 2019 (exercices 2016 et 2017) et début 2020 (exercice 2018).

Il en résulte que la quote-part du CHU au financement du fonctionnement du GCS pour les exercices de 2015 à 2018 fait apparaître un solde à verser de 1,68 M€.

Un travail avec la trésorerie a été entamé afin de rétablir la réciprocité des soldes entre les deux entités. Les titres et mandats à émettre pour régulariser cette situation n'ayant pas été comptabilisés au cours l'exercice 2019, une provision pour charge de 1,68 M€ a été constatée.

Au cours de l'exercice 2020 des mandats et des titres ont été émis, permettant de rétablir la réciprocité de 2016 à 2017.

Le CHU suite à ces travaux a pu verser le solde du des exercices 2015 à 2017.

La provision constatée en 2019 a été reprise à hauteur des exercices soldés soit 1,15 M€ sur les 1,68 M€ dotés.

Les comptes annuels 2019 et 2020 de l'IUFC ont été validés et communiqués au CHU en 2021.

Il résulte que pour ces deux exercices le CHU a effectué un excédent de contribution et de ce fait un produit à recevoir de 1,04 M€ pour les 2 exercices a été comptabilisé.

Au cours de l'exercice 2022 le solde de l'année 2018 n'ayant toujours pas été validé, les contrôles des exercices 2019 et 2020 n'ont pu débiter.

En parallèle, un premier travail de réciprocité sur les comptes annuels 2021 approuvés en 2022 a permis de constater un solde de charges à verser de 1 167 692 €, en faveur de l'IUFC.

Dans l'attente de la régularisation des exercices antérieurs cette somme a été provisionnée dans le compte de provisions pour charges.

Au cours de l'exercice 2023, la réciprocité des comptabilités du CHU et du GCS IUFC a pu être contrôlée, au titre des exercices 2020 et 2022.

En conséquence, une charge à payer, pour solde de l'exercice 2022 de 1, 30M€ a été constatée au 31/12/2023.

Au cours de l'exercice 2024, la réciprocité des deux comptabilités sur l'exercice 2023 a été initiée et fait ressortir un complément de contribution à verser de 1,17 M€.

Ce complément a été comptabilisé au 31/12/2024 en charge à payer.

Analyse de l'évolution de l'écart entre la contribution finale et les versements en cours d'année :

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Acomptes mensuels versés par le CHU	3 960 000	3 838 663	3 960 000	3 960 000	3 960 000	3 960 000
Coûts CHU refacturés au GCS IUFC	4 481 950	4 594 832	4 203 470	4 463 690	4 597 070	4 635 662
Total des versements versés par le CHU	8 441 950	8 433 495	8 163 470	8 423 690	8 557 070	8 595 662
Contribution annuelle finale du CHU au GCS	8 968 301	7 833 527	7 725 687	9 591 383	9 860 799	9 760 709
Solde de contribution (= 3-2-1)	526 351	- 599 968	- 437 783	1 167 692	1 303 728	1 165 047

o Passifs sociaux

• **Provisions pour charges de personnel – CET**

Les provisions pour charges de personnel CET ont pour objet la couverture des engagements de l'établissement vis à vis du personnel en termes de jours de congés, RTT et heures supplémentaires non pris et épargnés en compte épargne temps.

Les éléments de méthodologie pour le calcul de la provision CET sont définis par arrêtés (arrêté du 19 décembre 2018 fixant les modalités pour les personnels médicaux et arrêté du 20 décembre 2018 fixant les modalités pour les agents titulaires et non titulaires de la fonction publique hospitalière).

La provision pour le PNM a été calculée de la manière suivante :

- Sur la base du nombre de jours constatés dans le compte épargne-temps au 31/12 de l'année N, majorés des droits à congés annuels générés par le nombre de jours de CET détenus ;
- Ce total de jours ainsi obtenu est valorisé sur une base individuelle en retenant le coût réel chargé annuel de chaque agent concerné (hors EVP pour ne conserver que ceux relatifs à une journée de travail habituel), rapproché du nombre d'heures annuelles retraitées ((365 jours – 104 jours – jours fériés) x 7h / 1820,04). Le rapport obtenu est converti en jours (sur la base de 7h journalières). Ce coût journalier chargé individuel permettra de valoriser les jours de CET au plus juste.
- L'estimation des dépôts N en N+1 qui seront effectués lors de la campagne d'alimentation des CET (1er trimestre N+1) est calculé par application du % représentatif des dépôts réels N-1 sur N, sur le solde des congés au 31/12 N-1. Ce % est calculé pour les 3 types de dépôts possibles : congés annuels, heures à récupérer et RTT avec un retraitement des agents non autorisés à déposer ou ouvrir un CET (- 1 an de présence, stagiaire au 31/12.) ;
- Le % est appliqué sur chaque solde individuel puis multiplié par le coût journalier chargé individuel calculé précédemment ;
- Pour la provision totale, ce montant est ajouté au total obtenu de la valorisation des jours détenus au 31/12 N.

La provision pour le PM a été calculée de la manière suivante :

- Le calcul de la provision CET est effectué d'après le coût moyen journalier individuel.
- Détermination du coût annuel par praticien : Ce calcul est établi sur les éléments du brut versés sur l'année, déduction faite des éléments de rémunération relevant de la continuité des soins (gardes, astreintes...). Un ratio de charges patronales de 45 % est appliqué au brut extrait. Ce ratio a été calculé d'après la grille des salaires des praticiens hospitaliers à temps plein et il correspond à la moyenne constatée.
- Détermination du temps de travail annuel effectivement réalisé par praticien : Le total annuel d'heures d'un praticien temps plein en exercice toute l'année s'élève à 1 820 heures, si on ramène au taux journalier de 7 h cela donne 260 jours travaillés. Par soucis d'homogénéisation des méthodes entre le PM et le PNM, le temps de travail pris en compte est identique à celui du PNM.
- Valorisation des jours de CET au coût moyen individuel :
- Le brut annuel plus charges est divisé par la base horaire ajustée ce qui donne le coût horaire du praticien sur l'année. Ce résultat est ramené à une journée de 7 heures pour obtenir le coût réel journalier.
- L'estimation des dépôts N en N+1 est effectuée en prenant en compte la base des CA et RTT restant au 22/1/25 (extraction via Agiletime). Ce solde de congés restant (CA+RTT) est utilisé pour calculer la provision, pour l'ensemble des statuts du personnel médical, sauf pour les praticiens Hospitaliers, pour lesquels il a été réalisé un retraitement, détaillé ci-après :
 - Cette année, au vu de la date de réalisation de la provision, avant la clôture des compteurs des congés, et afin de tenir compte de nombreuses mises à jour faites à posteriori, engendrant une baisse du solde des congés, il a été décidé de déduire, pour les Praticiens Hospitaliers (statut 6M) disposant d'un solde d'au moins 10 jours au 22/1/25 (soit 164 praticiens concernés), 3 jours de congés CA/RTT de leur solde du 22/01/25, (soit une déduction totale de 492 jours) : ce nouveau « solde » obtenu après déduction des 3 jours précités, est celui qui est pris en compte dans la provision effectuée, pour les Praticiens Hospitaliers.
- La provision pour chaque praticien est calculée sur la base du solde individuel de CA et RTT restant (retraité comme vu ci-dessus pour les praticiens hospitaliers), multiplié par le coût journalier chargé individuel calculé précédemment.

- **Provision pour charges ARE**

L'établissement assure lui-même le risque de chômage de ses agents et prend à sa charge l'indemnisation au titre du chômage de ses anciens agents.

Une provision est constituée sur la base des agents présents au 31/12/2023. Le CHU utilise le logiciel GALPE-Info Décision qui permet d'extraire l'indemnisation restant à devoir au 31/12/24 par bénéficiaire.

- **Provision CNRACL**

La provision porte sur les dossiers en instance de validation auprès de la CNRACL. Au 31/12/2024, le nombre de dossiers en cours est de 41.

Le coût moyen retenu pour l'évaluation de la provision a été calculé sur la base des validations constatées l'année de constitution de la provision, en distinguant les années d'études des validations d'années de contractuels.

Ainsi, le coût moyen d'un dossier en cours sans rachat d'études a été évalué à 8 500 € et le coût moyen du rachat d'études a été estimé à 24 034 €.

En effet, à ce jour, après la décision du Conseil d'Etat du 16 février 2016 invalidant le rachat des années d'études, la réglementation applicable est le décret n° 2016-1101 du 11 août 2016 relatif à la validation des années d'études d'infirmier, de sage-femme et d'assistant social des agents affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.

Ce décret infirme la position du Conseil d'Etat du 16 février 2016, puisqu'il précise que les années de service de contractuel ET les années d'études rentrent dans le dispositif des validations de service, et peuvent donc, à ce titre, faire l'objet de rachats des cotisations retraite.

Le dispositif étant clos depuis le 01/01/2015, aucune nouvelle demande ne peut être déposée à compter de cette date. Ainsi, seules des reprises sur provision seront constatées (sauf cas particuliers à la marge) pour illustrer notamment :

- Les demandes de rachats abouties sur l'exercice,
- Les demandes de rachats qui n'aboutiront pas, suite au rejet du devis par l'agent (tacite ou non)

1.1.7. Emprunts

Les caractéristiques de la dette du CHU sont détaillées dans les états BI8 et BI9. L'établissement n'a pas recours à des opérations de couverture.

1.1.8. Dettes

Les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

1.1.9. Séparation des exercices

a) Produits à recevoir

L'établissement comptabilise un produit à recevoir (PAR) dès lors que son montant est évaluable et qu'il correspond à une prestation effectuée avant le 31 décembre dudit exercice.

- Produits à recevoir-Titre 1 :

- o Sur 2024 pas de rattachement des produits de l'activité hospitalière en fin d'exercice, pour la part correspondant à la valorisation de l'activité transmise sur la plateforme epmsi fin janvier au titre du mois de décembre (séjours de l'exercice clos au 31/12). En effet, les recettes T2A ont été directement comptabilisées compte tenu de la date de clôture des comptes.
- o Les produits à recevoir au titre des séjours dits « à cheval » (séjours MCO de l'exercice non clos au 31/12).

La méthodologie appliquée est la suivante :

Repérer les séjours MCO débutés l'année N et terminés l'année N+1 :
Etablir la liste des RUM des séjours concernés selon le type d'autorisation de chaque UM (pour le calcul des suppléments)
Rapporter chaque journée de chaque RUM à l'année N ou N+1

- Pour les séjours terminés et groupés au moment de la réalisation de la répartition des recettes :

Calcul de la valorisation totale (tarif du RSS + extrêmes hauts – extrêmes bas)
Calcul de la recette journalière moyenne du séjour (valorisation totale / durée de séjour)
Attribution des recettes par année aux différents RUM pour les années N et N+1
Répartition des suppléments de soins critiques (Réa, SI, etc.) en fonction des autorisations d'UM

- Pour les séjours non achevés ou non groupés :

Pour les séjours non terminés, la date de réalisation est considérée comme date de sortie. Selon la même méthodologie que précédemment, calcul des recettes par RUM et pour les années N et N+1.

- Pour l'ensemble des séjours à cheval :

Addition par année N et N+1 des recettes obtenues précédemment.

Le calcul des produits à recevoir pour les séjours dits « à cheval » est réalisé pour les produits de la tarification des séjours, en appliquant le taux de prise en charge de l'assurance maladie de l'exercice concerné.

- o Les produits à recevoir au titre des séjours dits « à cheval » pour les molécules onéreuses et les dispositifs médicaux implantables.

La méthodologie appliquée est la suivante :

- Extraction par le DIM via Clinicom d'une liste des séjours à cheval sur les 2 exercices
- Croisement de cette liste avec les fichiers Fichcomp MO et DMI de l'année N-1 et ne conserver que les lignes identifiées comme séjours à cheval
- Recherche pour chaque administration/pose du Tarif de Responsabilité
- Calcul de la Dépense au Tarif de Responsabilité (Tarif de Responsabilité * Quantité)
- Calcul de la Dépense CHUN (Prix d'achat * Quantité)
- Calcul de la Dépense T2A accordée (Dépense CHUN + [(Dépense au Tarif de Responsabilité – Dépense CHUN)/2])
- Pour les MO, identification du type de médicaments : MOL / ATU / ART.48 / Thrombolytiques

- Produits à recevoir-Titre 2 :

Il s'agit du rattachement d'actes de laboratoire.

Suite à la modélisation de la MIG RIHN, la dotation rémunère l'activité de prescripteur du CHU (examens effectués in situ ou externalisés). L'activité réalisée par le CHU pour les établissements prescripteurs est financée par la facturation.

Un rattachement de produits a été effectué à la clôture et concerne uniquement l'activité du 4eme trimestre de l'exercice 2024. Il n'y a plus de rattrapage pour les exercices antérieurs.

- Produits à recevoir-Titre 3 :

- o Recherches cliniques

Des produits à recevoir ont été identifiés lors de la clôture budgétaire 2024 sur les projets à promotion interne, à promotion externe et sur les comptes recherche :

- Financements AAP ministériels : l'estimation du PAR est réalisée en fonction des objectifs à atteindre pour activer la tranche suivante du programme (même si la DGOS n'a pas encore validé la réalisation de ces objectifs).
- Financements des projets à promotion externe : évaluation des PAR à partir du logiciel de gestion des essais cliniques de la DRCI (Easydore). Tous les actes et prestations réalisés sur l'exercice mais non facturés aux promoteurs des essais sont identifiés et constituent des PAR.

- Financements des projets à promotion externe non suivis dans EASYDORE l'établissement n'a pas pu comptabiliser de produits à recevoir pour ces projets, faute de moyens pour les valoriser. Ils représentent moins de 20 % du total des projets et il convient de préciser qu'une partie concernent des projets non démarrés sans incidence financière dans les comptes.
 - Autres subventions / Autres partenariats : enregistrement d'un PAR dans le cas où le fait générateur définit dans la convention financière pour l'année de l'exercice a été atteint et pour lequel le titre de recette du montant associé n'a pas été transmis à l'organisme financeur.
- Activité libérale : 3^{ème} et 4^{ème} trimestre

Le rattachement à l'exercice pour la redevance d'activité libérale est évalué à partir de l'activité réalisée sur les premiers trimestres de l'année N. La moyenne des premiers trimestres est effectuée pour évaluer le montant des trimestres manquants.
 - Médecine légale :

Rattachement de la subvention annuelle 2024 sur la base du montant de l'exercice 2023.
 - Mises à disposition du personnel médical et non médical à l'ESPIC dans le cadre de l'activité de pédiatrie.
 - Indemnités journalières du personnel médical sur la base du nombre de jours de maladie, maternité, AT sur l'exercice défalqué du montant des indemnités journalières déjà encaissé au titre de l'année.
 - Produits versés par les établissements parties au GHT au titre de la participation des membres.

b) Produits Constatés d'Avance

Concernant les dotations (DAF, MIGAC, FIR), lorsque la notification porte sur plusieurs exercices, le montant comptabilisé sur l'exercice est déterminé au prorata des périodes concernées (exemple : consultants).

Lorsqu'une subvention d'exploitation est allouée à l'établissement mais que la charge correspondante n'a pas été réalisée, les sommes perçues sont comptabilisées en produits constatés d'avance.

Lorsqu'une recette diverse (principalement liée à la recherche clinique) a été intégralement facturée par l'établissement alors que la prestation correspondante n'a pas été intégralement réalisée, les sommes perçues sont comptabilisées en produits constatés d'avance

Dans le cadre des projets à promotion interne, des comptes recherche et des promotions externes suivis avec des UF spécifiques, lorsque la totalité des financements alloués pour l'année n'ont pas été dépensés, un produit constaté d'avance est comptabilisé à la fin de l'exercice et reporté sur l'exercice suivant.

c) ICNE

Les intérêts sur emprunts dus au 31 décembre mais non échus sont valorisés conformément aux modalités de calcul applicables à chaque emprunt contracté.

Les ICNE sont calculés sur la base de 360 jours par an (mois de 30 jours), selon l'estimation produite par l'outil de gestion de la dette de Finance Active.

d) Charges à payer

Les charges à payer sont valorisées sur la base des montants engagés. Les charges à payer rattachées à l'exercice comprennent :

- La valorisation des marchandises et prestations réceptionnées non comptabilisées (factures fournisseurs non parvenues), effectuée sur la base des montants engagés,
- La valorisation des charges de personnel et charges afférentes (dettes fiscales et sociales), effectuée après recensement des éléments à rattacher à l'exercice sur la base des éléments connus (prime de service, heures supplémentaires, gardes et astreintes etc.).

Le chiffrage des rattachements est effectué par les directions fonctionnelles (ressources humaines et des affaires médicales) sur la base d'éléments connus ou estimés.

- La valorisation de prestations (laboratoires, produits sanguins labiles, prestations médicales diverses) à rattacher à l'exercice sur la base d'estimation de montants significatifs réalisés sur une période antérieure pour différents fournisseurs. La valorisation des prestations à rattacher est estimée par les services des directions fonctionnelles concernées.

Dans le cadre de la recherche clinique et dans le cas de la promotion interne, les dépenses suivantes sont rattachées :

- Dépenses liées aux centres associés : un bilan des inclusions, des actes médicaux réalisés et forfaits ont été évalués. Pour les centres n'ayant pas encore émis un titre de recette à l'encontre du CHU de Nice pour le rembourser des surcoûts engagés par l'établissement associé, un rattachement a été effectué.
- Dépenses liées aux frais d'assurances : un rattachement du montant du devis effectué par notre assureur est comptabilisé si la première inclusion dans l'étude a été réalisée au cours de l'exercice mais que l'assureur n'a pas encore émis la facture.

- **Autres dépenses/achats** : ce sont les services acheteurs du CHUN qui réalisent les rattachements nécessaires relatifs aux commandes passées et réceptionnées mais non encore liquidées.

e) Charges à répartir

Les frais d'émission d'emprunt obligataire font l'objet d'un étalement sur 10 ans.

f) Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance sont identifiées et valorisées par les services concernés après revue de la périodicité de facturation des principales prestations récurrentes comptabilisées (contrats de maintenance, assurances, loyers, ...).

Les assurances obligatoires dommage-ouvrage-construction sont comptabilisées en charges constatées d'avance sur préconisation de la DGFIP. Les frais sont imputés au compte 61688 « Prime d'assurance - autres risques », puis la partie de ces frais concernant les exercices ultérieurs est retraitée en fin d'exercice.

g) Autres comptes de régularisations et trésorerie

Le solde du compte 4718x (autres recettes à régulariser) baisse de 24,37 % par rapport à la clôture 2023.

En effet, au 31/12/2024, il reste à émarger sur ce compte 27200 lignes pour 2 014 723,55 €.

La plupart de ces lignes concernent des encaissements antérieurs à 2024.

Pour rappel, l'utilisation du compte 4718 doit rester exceptionnelle. Les sommes enregistrées sur ce compte doivent être régularisées dans le mois suivant leur encaissement.

L'absence d'émargement ou d'émission des titres correspondants à un impact sur la sincérité budgétaire des comptes de l'hôpital et sur la qualité comptable.

Le solde du compte 471412 excédents à réimputer personnes morales (compte qui retrace les excédents suite à annulation de titres ou plus rarement à double paiement des AMO et AMC) a augmenté depuis 2023 (+ 10,97 %). Il s'élève fin 2024 à 5 070 062,09 €

Le solde du compte 471411 (excédents à réimputer – personnes physiques), est de 2 181 137, 48 € au 31/12/2024. Il a diminué de plus de 20,88 % au cours de l'exercice 2024.

Le solde du comptes 47171 concerne les recettes Banque de France à imputer. Ce compte retrace les encaissements figurant sur le relevé Banque de France qui ne peuvent être imputés de façon certaine à un compte déterminé. Son solde au 31/12/2024 est de 147 380,03 €.

Le solde des autres comptes n'est pas significatif.

Suivi des comptes de tiers 40171 et 40471 retenues de garantie sur marché

Réglementairement, l'ordonnateur dispose de 30 jours après l'expiration du délai de garantie ou, le cas échéant, la date de levée des réserves, pour rembourser la retenue de garantie. Tout retard ouvre droit au paiement d'intérêts moratoires.

Le solde du compte 40171 au 31/12/2024 est de 23 493,74 €.

Celui du compte 40471 est de 1 743 566, 02 € au 31/12/2024. En augmentation de 31,90 % par rapport à la clôture 2023. Les retenues de garanties les plus anciennes datent de 2010.

1.2.Changements de méthodes comptables, d'estimation et correction d'erreurs

1.2.1 Changements de méthodes

Aucun changement de méthode n'a été pratiqué au cours de l'exercice 2024.

1.2.2 Corrections d'erreurs

Une analyse des comptes 238 2 et 237 2 relatifs aux travaux en cours de la DINSI a été réalisée courant 2024.

Cette analyse a conduit à constater des opérations achevées au cours d'exercices précédents n'ayant pas fait l'objet d'une intégration à l'actif, ainsi que des projets initiés sur des exercices antérieurs, non poursuivis et non sortis de l'actif.

- Les projets achevés au cours des exercices antérieurs et non activés ont été recensés pour un montant de 5,14 M€. Ces travaux auraient dû être intégrés et amortis lors de l'année de leur achèvement. Une écriture de correction de bilan d'ouverture de 1,80 M€ a donc été comptabilisée pour régulariser les amortissements antérieurs non constatés.
- Les travaux en cours entamés et abandonnés au cours des exercices antérieurs pour un montant 0,34M€ ont été régularisés par une écriture de correction de bilan d'ouverture.

1.3. Faits caractéristiques de l'exercice (PF2)

Evolution de l'activité en 2024

En 2024, les produits d'activité s'établissent à 318,9 ME avec un **nombre de séjours en augmentation de + 10,3 %**.

Cette augmentation très importante des séjours (+10%) entre 2023 et 2024 et le travail conséquent mené sur le codage qui a permis une amélioration des recettes plus forte que l'augmentation de l'activité en volume (+15 %).

Pôle par pôle, la valorisation T2A augmente plus vite en 2024 que les RUM ou les séjours, ce qui traduit une optimisation du codage, notamment à la suite de la délégation des TIM dans les pôles.

SITUATION PMSI M12 2024 GLOBAL CHU					
	Fin décembre 2024	Fin décembre 2023	Fin décembre 2019	Evolution % 2024 vs 2023	Evolution % 2024 vs 2019
Nombre de séjours	152 934	138 555	131 622	10,32%	14,39%
Nbre séjours 2 jours et plus	40 585	39 116	43 295	3,76%	-6,29%
Nbre séjours 1 jour	10 856	10 775	11 826	0,75%	-8,20%
Sous total séjours 1 jour et +	51 441	49 891	55 121	3,12%	-6,68%
Nbre séjours 0 jour	41 613	35 253	29 841	18,04%	39,45%
Nbre séances	59 780	53 411	48 659	11,92%	22,85%

Tableau [1.5MA] B - Date du traitement: 31/01/2025 13:57:52
Répartition par type de prestations liées à la SMA
C.H.U. DE NICE (Finess=060785011)
2024 M12 : année entière

	Séjours/séances finis depuis le 1er janvier 2024			
	Valorisation AM cumulée	Montant de référence annuel	Montant de SMA pour la période	Montant dû pour la période
Forfait GHS + supplément	312 822 642,28	282 121 818,00	287 472 230,13	312 822 642,28
PG	301 676,88	213 126,00	257 348,29	301 676,88
Transports	883 882,44	1 488 180,00	1 025 478,22	883 882,44
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00
Forfait GHS + supplément AME	3 423 847,82	2 092 880,00	3 063 460,81	3 423 847,82
Transports AME	4 980,90	12 775,00	9 364,84	4 980,90
Forfait GHS + supplément soins urgents	1 629 155,40	978 443,00	1 302 798,29	1 629 155,40
Transport soins urgents	2 501,81	8 438,00	6 570,26	2 501,81
RAC Séjours délégué	88 738,73	88 830,00	88 784,87	88 738,73
Total	318 988 146,63	287 524 648,00	303 236 387,82	318 988 146,63

Délégation polaire

La gestion médicale décentralisée, autrement appelée délégation polaire, repose sur la délégation des compétences du Directeur général de l'établissement aux Chefs de pôles. C'est un système qui privilégie l'autonomie de la décision au plus près du soin et la responsabilisation des acteurs de terrain.

L'esprit de la réforme interne conduite au CHU de Nice est de donner aux professionnels du soin les moyens de décider ce qui est nécessaire pour développer la qualité et la sécurité des soins, la recherche et l'innovation médicale et soignante, ainsi que la performance des organisations au service des patients.

La mise en place de ce modèle a été validée par les instances du CHU de Nice :

- Directoire le 9 mai 2023 ;
- Commission médicale d'établissement le 11 mai 2023 ;
- Conseil de Surveillance le 12 mai 2023 ;
- Comité Social d'Etablissement le 20 juin 2023.

La mise en œuvre de la délégation polaire a commencé par la signature de la charte de gouvernance le 12 janvier 2024. Cette charte de gouvernance définit le rôle des nouvelles instances consultatives et notamment du Conseil des Chefs de Pôle, de la Commission Stratégie et Projets et de la Commission Médico-Economique. Elle acte le principe d'un transfert aux pôles médicaux, médico-techniques et d'appui, des compétences de management et de gestion jusqu'alors détenues par la Direction Générale.

Cette première étape a été suivie de la signature et de la publication des délégations de signature du Directeur Général aux chefs de pôle, à compter du 18 janvier 2024.

Ces délégations permettent aux chefs de pôle et à leurs collaborateurs désignés (responsables administratifs de pôle, responsables soignants de pôle) de signer les décisions dans un certain nombre de domaines et d'engager des dépenses pour leurs pôles, dans la limite du respect de l'EPRD et du circuit de validation des projets relevant de la CSP.

En parallèle, les contrats de pôle, formalisant les engagements des pôles et de la gouvernance du CHU, ont été préparés et signés au printemps 2024. Ils visent à s'assurer la cohérence de la politique interne de l'ensemble des pôles de l'établissement tout en permettant à chaque pôle de posséder les moyens d'un pilotage opérationnel et d'une capacité d'initiative en son sein. Ils fixent les projets, les objectifs de chaque pôle, les moyens mis à disposition et les indicateurs de suivi de la gestion, dans le cadre du projet d'établissement Stratégie 2030.

Enfin, la mise en œuvre de la délégation polaire s'est traduite de manière très opérationnelle par la délégation des moyens de gestion dans les pôles à partir du 1er avril 2024, c'est-à-dire par l'affectation des agents délégués dans les pôles (techniciens d'information médicale, gestionnaires approvisionnement, gestionnaires en ressources humaines de pôle...), après un cycle de formation et d'accompagnement de ces agents par les directions fonctionnelles, recentrées sur des missions d'expertise

Article 50 de la LFSS 2021

Le contrat de soutien à l'investissement et à la transformation du service public hospitalier du 12 décembre 2021 entre le CHU et l'ARS PACA, a alloué au CHU une dotation totale de 125,7 M€, sur la période 2021-2029.

Ce dispositif d'aides issu de l'article 50 de la LFSS 2021 pour la restauration des marges financières a été enregistré comme suit au 31/12/2024 : Enregistrement en Ressources de Titre 3 du montant de l'aide annuelle soit 12,57 M€.

Amélioration de la qualité comptable

Dans le cadre de la fiabilisation des inventaires d'immobilisations entre le progiciel « Madrid » du CHU et les données extraites du logiciel du Trésor Public « Hélios » les travaux initiés en 2023 ont été poursuivis sur 2024.

Une analyse des comptes 23 relatifs aux travaux en cours des services informatique (2372 et 2382) a permis d'apurer 5,48 M€ d'en-cours par une décision d'intégration (5,14 M€), et par une sortie d'actif (0,44 M€).

Ce rapprochement des fiches d'inventaire Hélios et Madrid sur les comptes 2372 et 2382 a permis de rétablir la réciprocité entre le comptable et l'ordonnateur.

Groupement Hospitalier des Alpes Maritimes (GHT)

Depuis l'actualisation du Projet médical soignant partagé en 2019, 16 filières et une quarantaine de parcours ou projets structurent les travaux du GHT.

Suite aux évolutions réglementaires intervenues en 2021, la Commission Médicale de Groupement s'est mise en place le 31 mars 2022.

Conformément à l'article R. 6145-12 du CSP, sont retracées dans un budget annexe (budget G) pour les établissements supports de GHT, les opérations concernant les fonctions et activités mentionnées aux I, II et III de l'article L. 6132-3 du CSP, à savoir :

- Les fonctions dévolues à l'établissement support : SI, achat, DIM, coordination des écoles et instituts de formation, et depuis 2022 les orientations stratégiques en matière de RH médicales ;
- La gestion par l'établissement support des équipes médicales communes et mise en place de pôle inter établissement ;
- L'organisation en commun des activités d'imagerie interventionnelle, de biologie médicale et de pharmacie.

Il est à souligner que le budget G n'a pas vocation à retracer toutes les opérations en recettes et en dépenses liées à ces activités, mais seulement les coûts de gestion inhérents au pilotage assuré par l'établissement support pour le compte des établissements parties.

Le budget 2024 s'est élevé à 4,59 M€ de dépenses. Par ailleurs, 0,7 M€ ont été investis dans les systèmes d'informations pour poursuivre la mise en œuvre du SIH territorial.

Depuis 2018, ce budget est effectivement mouvementé et fait l'objet d'un dialogue constant entre les Directeurs des Finances des établissements du GHT, tant au cours d'échanges réguliers que lors des instances du GHT.

Il est rappelé que conformément aux termes de l'arrêté du 10 novembre 2016 modifié par celui du 6 novembre 2017, la base de liquidation des participations de l'ensemble des membres doit inclure la provision pour CET, que le CHU, établissement support, a pris à sa charge jusqu'à présent.

Le CHU, en tant qu'établissement support, a financé au cours des exercices 2020 à 2024 l'intégralité des dépenses d'investissements destinées à l'ensemble des membres notamment dans la création de plateformes numériques communes.

Les dépenses d'investissement par exercice se sont élevées à :

- 1,21 M€ en 2020
- 2,17 M€ en 2021
- 2,07 M€ en 2022
- 1,20 M€ en 2023
- 0,70 M€ en 2024

Le CHU a proposé aux autres membres de contribuer au financement de ces investissements en appliquant une clé de répartition, propre à chaque projet.

Ce choix a été fait conformément à la recommandation de l'avis du CNOCP du 4 juillet 2016.

La contribution 2024 a également été titrée en une fois lors de la journée complémentaire.

Concernant les charges et produits d'exploitation : conformément à la réglementation du CNOCP, l'établissement support a tenu compte de l'avis du CNOCP publié le 04/07/2016 et a appliqué le schéma comptable en cas de financement commun des investissements au sein du GHT.

Projet Pasteur 2 Phase 2

La phase 2 de travaux de l'hôpital Pasteur 2 s'inscrit dans le cadre du schéma directeur immobilier du CHU de Nice.

Ouvert en 2015, l'hôpital Pasteur 2 doit être achevé en 2025 avec la livraison de cette deuxième phase.

Il s'agit d'une seule et même opération conçue en 2 temps :

- La 1ère phase, livrée en 2015, comprend les urgences, la chirurgie, les soins critiques et l'imagerie (105 000 m²) ;
- La 2ème phase (30 000 m²) doit permettre d'intégrer les spécialités d'organes (cœur, vaisseaux, poumons, reins) ainsi que le caisson hyperbare, actuellement situés sur le Haut Pasteur.

Les principaux enjeux de la phase 2 sont :

- Améliorer le service rendu aux patients, en prenant en compte les évolutions des prises en charge ;
- Sécuriser l'ouvrage actuel sur le plan technique ;

Un nouveau programme construit à partir d'une concertation hospitalière de 2019 à 2022

Les réflexions sur ce nouveau programme ont débuté en juillet 2019 pour prendre en compte les nouveaux besoins de santé. Ce long travail de concertation a abouti par la validation du corps médical et des instances sur une implantation cible qui définit les modalités de fonctionnement et l'organisation dans le futur bâtiment.

Le 24/03/2025 une réception partielle de la phase 2 a été effectuée.

Une nouvelle réception partielle, portant spécifiquement sur l'escalier monumental, est prévue le 30/06/2025.

La réception finale est prévisionnellement prévue à fin août 2025 correspondant à l'échéance d'achèvement des ouvrages inhérents au caisson hyperbare, aux aménagements paysagers bordant l'escalier monumental ainsi qu'à la cour anglaise située au rez-de-chaussée en partie Nord.

À ce jour, les services suivants ont intégré la phase 2 de pasteur 2 :

- Les unités fonctionnelles d'hospitalisation de Néphrologie et de transplantation rénale
- La création du service d'imagerie
- L'unité de soins intensifs de neurovasculaire (USINV)
- Le service de consultation de Néphrologie et de Transplantation rénale
- Les Consultations de Cardiologie, le Service d'hospitalisation complète de Cardiologie, le Service d'hospitalisation de jour de Cardiologie
- L'unité de soins intensifs cardiaques et le bloc de cardiologie
- Le service de l'Ophthalmologie

1.4. Circonstances empêchant de comparer d'un exercice sur l'autre certains postes (PF3)

Certaines circonstances spécifiques à l'exercice 2024 doivent être soulignées :

1.4.1 Réforme des tarifs journaliers de prestation (TJP)

La réforme de la tarification nationale journalière des prestations (TNJP) est entrée en vigueur au 1er janvier 2022 pour les champs MCO, PSY et HAD et au 1er juillet 2023 pour le champ SMR.

Désormais, les tarifs journaliers de prestations (TJP) applicables à chaque établissement dépendent de la catégorie d'établissements auquel il appartient et de la nature / type de séjour réalisé.

Les catégories d'établissement sont définies au regard :

- Du niveau d'activité des établissements l'année précédente,
- De leur spécialisation l'année précédente ;
- Ainsi que les conditions dans lesquelles ils sont amenés à prendre en charge certains patients sur la base de critères territoriaux.

Le CHU de Nice dépend du groupe 2 des catégories des établissements.

Chaque année, les ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale arrêtent la TNJP ainsi que les valeurs applicables. Ces TNJP sont revalorisés chaque année en fonction du taux d'évolution de l'objectif national des dépenses.

Afin de limiter les effets revenus des établissements, un coefficient de transition est mis en place entre 2022 et 2025. Si l'établissement est « perdant » avec la mise en place de ces nouveaux tarifs, le coefficient de transition est supérieur à 1. Au contraire, si l'établissement est « gagnant », alors le coefficient de transition est inférieur à 1. Le coefficient de transition est appliqué chaque année pour atteindre 1 au 1er janvier 2026 de façon linéaire.

Pour le CHU de Nice, le coefficient de transition sur l'exercice 2024 s'élève à :

- 0,9731 pour le champ MCO
- 1,0447 pour le champ PSY
- 1,0699 pour le champ SMR.

La mise en œuvre de la TNJP s'est traduite par la création de nouvelles valeurs de disciplines médico-tarifaires (DMT) sur le principe suivant : à un TNJP correspond une et une seule valeur de DMT définie au niveau national.

Les impacts financiers de l'évocation des TNJP entre 2023 et 2024 sont les suivants:

MCO / PSY

Code tarif national 2022	DMT 2022	désignation tarif 2022	Montant 01/03/23	Montant 01/03/24	Différence en valeur 2024 vs 2023	Différence en % 2024 vs 2023
03	210	médecine UM gériatrie, addictologie, douleurs chroniques - HC	1 336,36 €	1 398,38 €	62,02 €	4,64%
04	213	Médecine UM gériatrie, addictologie, douleurs chroniques - ambu	1 066,11 €	1 115,59 €	49,48 €	4,64%
11	216	médecine autres UM - HC	1 405,18 €	1 470,39 €	65,21 €	4,64%
12	234	chirurgie - HC	1 701,00 €	1 779,95 €	78,95 €	4,64%
13	860	Psychiatrie Hospitalisation complète de + de 18 ans	853,83 €	862,65 €	8,82 €	1,03%
29	232	Spécialités coûteuses	2 380,43 €	2 489,98 €	109,55 €	4,64%
23	240	Obstétrique - HC	1 396,42 €	1 461,23 €	64,81 €	4,64%
24	244	Obstétrique - ambu	1 252,91 €	1 311,06 €	58,15 €	4,64%
25	245	Nouveaux Nés - HC	950,50 €	994,61 €	44,11 €	4,64%
26	233	Spécialités très coûteuses - REA	3 057,81 €	3 199,72 €	141,91 €	4,64%
27	275	Autres séances	1 292,22 €	1 352,19 €	59,97 €	4,64%
50	228	Médecine autres UM - ambu	1 264,04 €	1 322,71 €	58,67 €	4,64%
52	265	Dialyse	1 218,42 €	1 274,97 €	56,55 €	4,64%
54	861	Psychiatrie Hospitalisation partielle de + de 18 ans	550,78 €	556,46 €	5,70 €	1,03%
90	239	Chirurgie - ambu	1 381,15 €	1 424,35 €	43,18 €	4,64%

SMR

Code tarif national 2023	DMT 2023	désignation tarif 2023	Montant 01/07/23	Montant 01/03/24	Différence en valeur 2024 vs 2023	Différence en % 2024 vs 2023
34	524	Locomoteur HP	537,21 €	536,84 €	-0,37 €	-0,07%
88	519	Polyvalent	509,76 €	509,40 €	-0,36 €	-0,07%
92	512	Neurologie	710,10 €	709,61 €	-0,49 €	-0,07%
94	514	Locomoteur HC	600,60 €	600,18 €	-0,42 €	-0,07%
95	515	Gériatrie	583,81 €	583,41 €	-0,40 €	-0,07%

1.4.2 Point sur la situation fiscale et rappel de la situation antérieure

- TVA déductible sur les achats et les investissements

Pour rappel, l'établissement conseillé par le cabinet ALTRA CONSULTING a mis en place à partir de l'exercice 2012 la méthode dite de l'affectation en matière de déductibilité de la TVA.

A ce titre, des régularisations en matière de TVA déductible ont été comptabilisées annuellement, en produits ou charges exceptionnels tel que détaillé ci-dessous :

Exercice comptable	Régularisation	Montant (K€)
2012 à 2015	Produit exceptionnel	2 929 K€
2016	Produit exceptionnel	631 K€
2017	Charges exceptionnelle	95 K€
2018	Charges exceptionnelle	70 K€
2019	Produit exceptionnel	781 K€
2020	Produit exceptionnel	705 K€
2021	Produit exceptionnel	595 K€
2022	Produit exceptionnel	1 277 K€
2023	Produit exceptionnel	1 008 K€
2024	Produit exceptionnel	545 K€

- Dispositif de livraison à soi-même relatif aux mandats 2023 de l'opération PASTEUR 2 :

L'année 2021 a constitué le point de départ de la phase 2 de Pasteur 2 dont la date d'achèvement est prévue sur le deuxième semestre 2025.

L'application du dispositif de la livraison à soi-même sur les mandats de phase 2 consiste à récupérer 100 % de la TVA facturée au CHU.

Au cours de l'exercice 2024 le CHU a pu dégager 9,62 M€ de crédit de TVA grâce à ce dispositif. Pour rappel des crédits ont été constatés pur un montant de 4,28 M€ en 2022 et 8,14 M€ en 2023.

A ce jour les crédits 2022, et 2023 ont été intégralement remboursés. Pour l'exercice 2024 les remboursements ont été de 7,37 M€ sur les 9,62 M€ de crédits déclarés.
En effet, le remboursement des crédits du dernier trimestre 2024 n'ont pas été demandés.

- Contentieux fiscal suite à l'avis de vérification du 08/04/2019 :

Parallèlement à cela, l'application de la méthode de l'affectation pour le calcul de la TVA déductible a fait l'objet d'une demande de rescrit déposée auprès de l'administration fiscale le 22/02/2017.

Au 31/12/2017, dans l'attente d'une position de l'administration fiscale, l'établissement a provisionné l'intégralité des sommes comptabilisées en produits exceptionnels soit 3 559 792 €.

Le 08/02/2018, l'administration fiscale a statué sur la demande de changement de méthode de déduction de la TVA et a accepté son application à compter du dépôt de la demande de rescrit. La réponse a toutefois remis en question l'application rétroactive de cette méthode aux exercices antérieurs. Dès lors, l'établissement a maintenu l'évaluation du risque initiale soit 100 % des produits comptabilisés pour un montant de 3 559 792 €.

Le 06/04/2018, une demande de second examen a été sollicitée par le CHU, conformément aux dispositions de l'article L 80 B du livre des procédures fiscales. A ce jour, l'établissement a été informé que le Collège de second examen se tiendrait à la DRFIP le 02/07/2018.

En date du 28/08/2018, la DDFIP a adressé au CHU l'avis du Collège de second examen.

Ce dernier a considéré que le crédit de TVA relatif à l'année 2012 a valablement été constitué et pouvait faire l'objet d'une imputation ou d'un remboursement.

Dès lors, le CHU a, d'une part demandé le remboursement du crédit de TVA total existant à cette date, soit 2 390 144 €, sur la déclaration CA3 d'août 2018, et d'autre part, repris l'intégralité de la provision pour risques précédemment constatée.

Le 8/04/2019, le CHU a reçu un avis de vérification de comptabilité émanant de la DGFiP.

Ce contrôle porte sur les taxes sur le chiffre d'affaires sur la période allant du 01/01/2016 au 28/02/2019.

Le contrôle a débuté le 23/04/2019 ; et s'est terminée en décembre 2019 et une proposition de rectification a été notifiée le 13 décembre 2019 par le vérificateur.

Il résulte un redressement de TVA due en majeure partie à l'intégration des frais financiers au coût de revient de l'hôpital Pasteur 2.

Le montant du redressement est de près de 6,5 M€. Une procédure est actuellement en cours afin de contester ce montant. En 2018, la somme de 700 000 € a été provisionnée. Compte tenu du redressement encouru une dotation complémentaire de 5,8 M€ a été comptabilisée en 2019.

Le crédit de TVA de 2 390 144 € a été remboursé en avril 2020.

Au cours de l'année 2020 la procédure s'est poursuivie sans aboutir à un dénouement à ce stade. La provision a donc été maintenue pour 6,5 M€ au 31/12/2020.

Par lettre recommandée avec avis de réception du 28 octobre 2021 l'administration fiscale a rejeté les arguments du CHU contestant le redressement, et maintenu sa proposition de rectification.

Le 15 décembre 2022, l'administration fiscale a notifié la mise en recouvrement du redressement fiscal pour un montant de 6 527 885 € dont 117 625 € de majorations et pénalités.

Le CHU a par l'intermédiaire de son cabinet de conseil ALTRA CONSULTING déposé une nouvelle réclamation préalable contentieuse auprès de l'administration fiscale le 22/02/2023. Parallèlement à cette procédure le CHU a demandé la suspension de la procédure de mise en recouvrement ainsi que la levée de l'inscription de privilège effectuée par l'administration fiscale.

Le 6 avril 2023, l'administration répond favorablement à la demande de dispense de constitution de garantie formulée par le CHU.

Le 5 septembre 2023 l'administration a rejeté la réclamation contentieuse du 22/02/2023 pour défaut de justificatifs.

Le 2 novembre 2023 le Cabinet ALTRA CONSULTING dépose une requête introductive d'instance auprès du tribunal administratif de Nice pour contester le redressement.

Le 10 novembre 2023 le Tribunal Administratif de Nice accuse réception de la requête.

Un mémoire en défense demandant le rejet du redressement a été déposé le 6 février 2024

La réponse de l'administration restant insatisfaisante, un mémoire en réplique confirmant la position du CHU a été adressé le 5 avril 2024.

Au 31/12/2024, aucun nouvel élément n'est intervenu suite au mémoire en réplique adressé par le CHU en date du 05 avril 2024.

La provision est donc maintenue au 31/12/24.

1.5. NOTE RELATIVE AUX POSTES DU BILAN

1.5.1. Etat BI1 Tableau des immobilisations

	Compte	Valeur brute 31/12/2023	Correction BO	Valeur brute 31/12/2023 Après correction	Augmentation	Diminution	Valeur brute 31/12/2024
Immobilisations incorporelles		45 992 644	-	45 677 620	9 744 467	5 309 669	50 112 417
Frais d'établissement	201	139 119		139 119			139 119
Frais de recherche et d'essai	203	576 137		576 137	38 352	8 141	606 348
Concessions, droits	205	39 767 469		39 767 469	8 289 338	15 640	48 041 167
Autres immos incorporelles	208	-		-			-
Immos incorporelles en cours	237	5 509 919	-	5 194 895	1 416 777	5 285 889	1 325 783
Immobilisations corporelles		1 084 606 800	-	1 084 577 809	64 218 973	10 813 958	1 137 982 823
Terrains	211-212	9 872 159	28 991	9 872 159			9 872 159
Constructions	213-214	739 975 178		739 975 178	4 684 901	18 404	744 641 675
Installations techniques	215	137 756 502		137 756 502	7 844 126	5 414 301	140 186 327
Autres immobilisations corporelles	218	101 148 206		101 148 206	3 571 825	340 139	104 379 892
Immobilisations corporelles en cours	238	95 854 754	-	95 825 763	48 118 121	5 041 114	138 902 770
Immobilisations reçues en affectation		-		-			-
Immobilisations mises à disposition		-		-			-
Immobilisations financières		75 877 982	-	75 877 982	1 000	12 570 000	63 308 982
Participations et créances rattachées	260	304 101		304 101	1 000		305 101
Autres immobilisations financières	270	75 573 881		75 573 881	-	12 570 000	63 003 881
TOTAL VALEURS BRUTES		1 206 477 425	-	1 206 133 410	73 964 439	28 693 628	1 251 404 222

Les immobilisations financières s'élèvent à 63,31 M€. Les mouvements 2024 de ce poste résultent des écritures induites par le dispositif d'aides issus de l'article 50 de la LFSS 2021. Le contrat de soutien à l'investissement et à la transformation du service public hospitalier du 12 décembre 2021 a alloué au CHU, une dotation de 125 700 000 €, sur la période 2021-2029, enregistrée en immobilisations financières en 2021. Chaque année, ce poste est diminué du montant des versements effectués par l'ARS (soit 12,57 M€ au titre de 2024).

1.5.2. Etat BI2 Tableau des amortissements

	Compte	Amortissements cumulés 31/12/2023 Solde créditeur	Correction BO	Amortissements cumulés 31/12/2023 Après correction	Augmentation	Diminution	Amortissements cumulés 31/12/2024 Solde créditeur
Immobilisations incorporelles		23 545 577	1 756 320	25 301 897	5 361 182	-	30 663 079
Frais d'établissement	2 801	139 119		139 119			139 119
Frais de recherche et d'impôt	2 803	460 133		460 133			460 133
Concessions, droits	2 805	22 946 325	1 756 320	24 702 645	5 361 182		30 063 827
Autres immos incorporelles		-					-
Immos incorporelles en cours	2 808	-					-
Immobilisations corporelles		539 366 209	45 877	539 412 086	33 014 458	5 436 032	566 990 512
Terrains	2811-2812	1 764 322		1 764 322	63 856		1 828 178
Constructions	2813-2814	344 528 749	-	344 528 749	20 823 046	18 404	365 333 390
Installations techniques	2 815	108 690 531		108 690 531	7 251 160	5 092 593	110 849 098
Autres immobilisations corporelles	2 818	84 382 608	45 877	84 428 485	4 876 396	325 035	88 979 846
Immobilisations mises à disposition	282	-		-			-
TOTAL AMORTISSEMENTS		562 911 787	1 802 197	564 713 983	38 375 640	5 436 032	597 653 591

1.5.3. Etat BI3 Variation des capitaux propres

Capitaux propres (en K€)	31/12/2023	Correction BO	31/12/2023 Après Correction	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Apports	210 801 761	-	210 801 761		126 340		210 928 101
Réserves	159 458 350	-	157 312 138				159 140 905
Excédents affectés à l'investissement	123 385 645	-	121 239 433	307 953			121 547 396
Réserve de trésorerie	24 021 721	-	24 021 721				24 021 721
Réserves de compensation	12 050 985		12 050 985	1 520 803			13 571 788
Report à nouveau	247 345 826	-	291 281 720				291 281 720
Report à nouveau excédentaire	55 628		55 628	55 628			-
Report à nouveau déficitaire	291 337 348	-	291 337 348	43 546 538			334 883 885
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	41 773 398	-	41 773 398	41 773 399		37 742 061	37 742 060
Subventions d'investissement	42 665 198		42 665 198		4 730 788	2 747 641	44 648 345
Provisions Réglementées	9 055 062	-	9 055 062		5 859 875	14 914 937	-
Droits de l'affectant							
TOTAL CAPITAUX PROPRES	88 925 253	-	86 779 041	0	10 717 003	55 404 639	42 091 405

L'impact net est donc une baisse de près de 46,83 M€.

1.5.4. Etat B14 Tableau synthétique des provisions pour risques et charges et des dépréciations :

	Montants au début de l'exercice	Corrections de bilan	bilan d'ouverture au 01/01/2024 corrigé	Dotations de l'exercice 2024	Reprises de l'exercice 2024	Montant à la fin de l'exercice 2024
Provisions pour risques et charges						
C/151 : Provisions pour risques	762 626	0	762 626	0	656 706	105 920
C/ 1511 <i>provisions pour litiges</i>	7 495 121		7 495 121		0	7 495 121
C/ 1518 <i>autres provisions pour risques</i>						
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES	8 257 747	0	8 257 747	0	656 706	7 601 042
C/153 : Provisions réglementées pour charges de personnel liées à la mise en œuvre du compte épargne temps (CET)	21 993 151		21 993 151	2 688 993	2 765 531	21 916 614
C/157 : Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	0		0	0	0	0
C/158 : Autres provisions pour charges	3 983 655		3 983 655	752 250	456 927	4 278 978
TOTAL PROVISIONS POUR CHARGES	25 976 806	0	25 976 806	3 441 243	3 222 458	26 195 592
TOTAL	34 234 553	0	34 234 553	3 441 243	3 879 163	33 796 634
Depreciation autres que compte financier						
C/49 : Dépréciation des comptes de tiers	13 291 187		13 291 187	1 595 270	1 218 919	13 667 536
TOTAL	13 291 187	0	13 291 187	1 595 270	1 218 919	13 667 536

1.5.5. Etat B15 Tableau synthétique des subventions d'équipements transférables

RUBRIQUES	Subventions au début de l'exercice	Reprises déjà constatées	Montants perçus dans l'exercice et apurement de la subvention	Reprises de l'exercice et apurement de la subvention	Reste à amortir au 31/12
C/ 1311 - Etat et Etablissements Nationaux	449 020,37	429 091,75	0,00	10 066,64	9 861,98
C/ 13121 - Subv équipt - Ecoles et Inst Form Prof	596 322,98	305 176,81	21 961,06	27 779,28	285 327,95
C/ 13128 - Autres	329 854,17	298 594,91	3240,71	30 108,85	404 391,12
C/ 1313 - Départements	7 751 494,27	3 815 070,82	258 222,85	309 250,05	3 885 396,25
C/ 1314 - Communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
C/ 1315 - Autres collectivités et EPL	802 215,25	180 963,00	6022,45	19 330,80	607 943,90
C/ 1316 - GHT - Contributions aux investissements	2 829 894,24	893882,40	323 067,19	497 349,53	1 761 729,50
C/ 13181 - Versés lib-exonération taxe apprentissage	40 390,09	29 362,61	-22 594,93	-19 605,29	8 037,84
C/ 13182 - FMESEP - FMEIS	9 134 761,31	1 902 128,06	3 560 504,89	1 304 897,32	9 488 240,82
C/ 13183 - Fonds d'intervention régional (FIR)	13 171 060,69	667 183,34	549 075,00	134 672,88	12 918 279,47
C/ 13186 - Subvention d'investissement structurant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
C/ 13187 - MBGAC	7 817 561,00	316 866,95	1 711,00	95 644,76	7 406 766,29
C/ 13188 - Autres subventions	11 680 973,65	3 500 035,37	29 577,66	338 146,44	7 872 369,50
TOTAL	55 003 548,02	12 338 350,02	4 730 787,88	2 747 641,26	44 648 344,62

Les financements qui n'ont pu être enregistrés car conditionnés à la présentation de pièces justificatives relatives à la réalisation de la dépense sont listés ci-dessous :

Financier	Projet	Montant €
ARS	FMIS regroupement des laboratoires	36 500 000
REGION PACA	Regroupement des Laboratoires	5 000 000
ARS PACA	AC Regroupement des Laboratoires	5 530 000
ARS	FMIS Prise en charge des accidentés de la route 2024	553 599
ARS	FMIS Investissements du quotidien 2023 Périnatalité	452 686
ARS	FMIS Investissements du quotidien 2024	1 553 000
ARS	FMIS Prise en charge des accidentés de la route 2022	365 669
REGION PACA	3ème Robot Chirurgical	250 000
ARS	Investissements 2022 AMP	229 000
ARS	2017 FMESPP hôpital numérique	203 600
CAF	Travaux Crèche Pasteur	155 411
ANSSI	Parcours de cybersécurité	140 000
REGION PACA	Installation Clim IFSI et IFA	118 619
ARS	FMIS 2023 - SAS	100 000
ARS	FIR 2023 - Traçabilité des DMI	80 000
REGION PACA	Dossier 2023-00789	42 500
REGION PACA	Région - Smart Panneaux Voltaïque	41 511
ARS	PHARE FIR 2016	36 670
REGION PACA	e-santé Télémedecine	23 611
Fondat° Hop Paris	Parcours de santé	23 250
ARS	FIR - handibloc	20 000
ANS	Messagerie sécurisée de Santé	16 429
ARS	AC 2023 Aide à l'Invest pour EMSP	13 541
ARS	AC 2023 HOPEN	1 410 400
Agence Biomédecine	FMIS Machine à perfusion rénale	11 500
ARS	FIR - Vélo d'appartement	3 558
TOTAL		52 874 554

1.5.6. Etat B16 Tableau des RAR amiable et contentieux :

	Hospitalisés et consultants	Caisse de Sécurité sociale	Etat	Départements	Autres tiers payants	Autres débiteurs
Amiable	10 492 684,86	96 203 153,15	159 017,58	168 492,57	19 444 709,81	855 878,72
Contentieux	5 491 274,06	0,00	0,00	0,00	33 550,33	591,02
Total	15 983 958,92	96 203 153,15	159 017,58	168 492,57	19 478 260,14	856 469,74

NB : ce tableau ne prend pas en compte les créances sur débiteurs divers comptabilisées en 46721/46726/467411 (non prévu dans HELIOS car les comptes 411 « Redevables – Amiable » et 416 « Redevables – Contentieux » constituent la majeure partie des restes à recouvrer pour un établissement public de santé).

1.5.7. Etat B17 Tableau des RAR amiable et contentieux au 31/12 sur hospitalisés et consultants

RESTES À RECOURVER AMIABLE ET CONTENTIEUX, AU 31 DECEMBRE, SUR HOSPITALISÉS ET CONSULTANTS

	Moins de 20,00 Euro		De 20,00 Euro à 100,00 Euro ¹		De 100,00 Euro à 1 000,00 Euro ²		Plus de 1 000,00 Euro		Total	
	Montant	Nombre de titres	Montant	Nombre de titres	Montant	Nombre de titres	Montant	Nombre de titres	Montant	Nombre de titres
Amiable	520 645,94	35978	1 020 897,13	23458	2 803 469,85	15428	6 142 671,94	1632	10 492 684,86	73434
Contentieux	61 306,09	4119	163 912,78	3850	951 538,41	3250	6 316 516,78	951	5 491 274,06	12210
Total	586 952,03	40097	1 184 809,91	27308	3 755 008,26	15678	10 457 188,72	2583	15 983 958,92	85644

1.5.8. Etat B18 Etat de la dette financière à long et moyen terme

COMPTES	Balance de sortie N-1	Exercice N		Balance de sortie N
		Masses débiteuses	Masses créditrices	
C163 Emprunts obligataires in fine	138 802 631,26 €	7 500 000,00 €	71 200 000,00 €	202 502 631,26 €
C1631 Emprunts obligataires remboursables in fine				
C1632 Opérations sur capital non échu des emprunts obligataires remboursables in fine - anticipation du remboursement en capital				
C1633 Autres emprunts obligataires	138 802 631,26 €	7 500 000,00 €	71 200 000,00 €	202 502 631,26 €
C164 Emprunts auprès des établissements de crédit	353 777 732,04 €	28 118 401,77 €	10 000 000,00 €	335 659 330,27 €
C1641 Emprunts en euros	353 777 732,04 €	28 118 401,77 €	10 000 000,00 €	335 659 330,27 €
C1643 Emprunts en devises				
C1644 Emprunts assortis d'une option de frappe sur ligne de trésorerie				
C1645 Remboursements temporaires sur emprunt auprès des établissements de crédit				
C16451 Remboursements temporaires sur emprunt en euros				
C16452 Remboursements temporaires sur emprunt en devises				
C167 Emprunts assortis de conditions particulières				
C1673 Prêts de l'Etat				
C1674 Avances remboursables du PMSPP				
C1675 Dettes - Partenariats public-privé				
C1676 Prêts des collectivités et établissements publics locaux				
C1677 Prêts des caisses d'assurance maladie				
C1678 Autres prêts assortis de conditions particulières				
C168 Autres emprunts et dettes assimilées (sauf ICNE)				
TOTAL	492 580 363,30 €	35 618 401,77 €	81 200 000,00 €	538 161 961,53 €

Remboursement du capital des emprunts in fine arrivés à échéance dans l'année (3)

(3) ce montant est calculé à partir de la formule suivante: (D1631 - C1632) + D1632

RECAPITULATIF PAR PRETEUR (hors emprunts obligataires in fine)

	Prêteur	Encours au 31/12
TOTAL		335 659 330,27 €
CDC		79 890 067,55 €
SG		15 371 992,15 €
RI		24 937 163,82 €
France Mutualiste		3 285 057,86 €
CREDIT AGRICOLE		24 000 000,00 €
CE		35 685 691,98 €
PBB		10 000 000,08 €
Crédit Foncier		22 125 000,00 €
SFIL		82 801 856,83 €
BANQUE POSTALE		37 562 500,00 €

RECAPITULATIF PAR LIGNE OBLIGATAIRE (ventilation du compte 1631)

Ligne	Prêteur	Durée résiduelle	Type d'indexation

PROFIL D'EXTINCTION DE TOUTE LA DETTE FINANCIERE A MOYEN ET LONG TERME EXISTANT AU 31/12 (y compris

Exercice	Remboursement en capital*	Capital restant dû
N	35 618 401,77 €	538 161 961,53 €
N+1	40 274 887,69 €	497 887 073,84 €
N+2	40 459 103,65 €	457 427 970,19 €
N+3	40 262 468,91 €	417 165 501,28 €
N+4	36 018 685,03 €	381 146 816,25 €
N+5	35 394 798,43 €	345 752 017,82 €
N+6	35 263 433,38 €	310 488 584,46 €
N+7	33 591 675,34 €	276 896 909,12 €
N+8	33 454 962,77 €	243 441 946,35 €
N+9	32 578 754,58 €	210 863 191,77 €
N+10	29 565 855,63 €	181 297 336,14 €
N+11	27 462 118,48 €	153 835 217,66 €
N+12	27 456 680,19 €	126 378 537,47 €
N+13	26 866 503,78 €	99 512 033,69 €
N+14	24 429 417,06 €	75 082 616,63 €
N+15	20 730 622,04 €	54 351 994,59 €
N+16	17 401 451,09 €	36 950 543,50 €
N+17	12 720 515,40 €	24 230 028,10 €
N+18	8 697 852,38 €	15 532 175,72 €
N+19	6 292 683,39 €	9 239 492,33 €
N+20	4 521 992,33 €	4 717 500,00 €
N+21	1 258 000,00 €	3 459 500,00 €
N+22	1 258 000,00 €	2 201 500,00 €
N+23	1 258 000,00 €	943 500,00 €
N+24	943 500,00 €	0,00 €

*Opérations réelles correspondant à des décaissements effectifs (donc hors traitement budgétaire des opérations de capital non échus des emprunts obligataires remboursables in fine)

1.5.9. Informations complémentaires sur l'état de la dette financière à long et moyen terme

Caractéristiques Générales (1)

Nomenclature emprunt	Nom du contrat	Établissement de crédit	Date de signature du contrat	Date de consolidation du prêt	Date d'échéance du prêt	Montant nominal contractuel	Type de taux (F, V ou C)	Formule de calcul du taux d'intérêt initial	Taux d'intérêt initial	Taux actuariel initial	Dévis	Modalités de remboursement et du capital	Périodicité de remboursement et du capital
C163 Emprunts obligataires													
C1631 Emprunts obligataires remboursables à l'échéance													
C1632 Autres emprunts obligataires													
163000	163000	EMISSON OBLIGATAIRE	17/07/2017	03/08/2017	03/08/2037	225 000 000,00 €	F	Taux fixe à 1,817 %	1,82%	1,82%	EUR	AC	A
163002	XSC256640391	EMISSON OBLIGATAIRE	25/07/2021	25/07/2021	25/07/2041	20 000 000,00 €	F	Taux fixe à 0,98 %	0,98%	0,98%	EUR	AC	A
163007	FR0142048617	EMISSON OBLIGATAIRE	07/03/2021	09/07/2021	09/07/2041	24 000 000,00 €	F	Taux fixe à 1,06 %	1,06%	1,06%	EUR	AC	A
163003	FR0142048617	EMISSON OBLIGATAIRE	07/03/2021	09/07/2021	09/07/2041	5 000 000,00 €	F	Taux fixe à 1,895 %	1,89%	1,89%	EUR	AC	A
163004	FR0142048617	EMISSON OBLIGATAIRE	08/06/2022	10/06/2022	10/06/2042	25 000 000,00 €	F	Taux fixe à 2,17 %	2,17%	2,17%	EUR	AC	A
163005	FR0142048617	EMISSON OBLIGATAIRE	08/06/2022	10/06/2022	10/06/2037	19 500 000,00 €	V	(Euribor 3M + 0,05) - Floor à 0,05 sur Euribor 3M	0,25%	0,25%	EUR	AC	A
163006	FR0142048617	EMISSON OBLIGATAIRE	08/06/2023	08/06/2023	10/06/2043	30 000 000,00 €	F	Taux fixe à 3,81 %	3,81%	3,82%	EUR	AC	T
163007	FR0142048617	EMISSON OBLIGATAIRE	11/06/2024	14/06/2024	14/06/2044	30 000 000,00 €	V	(Euribor 3M + 1,15) - Floor 0 sur Euribor 3M	4,57%	5,53%	EUR	AC	T
163008	FR0142048617	EMISSON OBLIGATAIRE	20/06/2024	24/06/2024	24/06/2044	20 000 000,00 €	F	Taux fixe à 3,81 %	3,81%	3,81%	EUR	AC	A
163009	FR0142048617	EMISSON OBLIGATAIRE	11/07/2024	09/08/2024	09/08/2044	20 000 000,00 €	F	Taux fixe à 4,05 %	4,05%	4,17%	EUR	AC	T
C164 Emprunts auprès des établissements de crédit													
C1641 Emprunts en euros													
1641345	MR041137ELR021616	SPL CAPEL	01/07/2009	01/07/2009	01/07/2039	28 000 000,00 €	F	Taux fixe à 4,61 %	4,61%	4,68%	EUR	P	A
1641347	MR041137ELR021616	SPL CAPEL	01/07/2010	01/07/2010	01/07/2040	19 000 000,00 €	F	Taux fixe à 4,65 %	4,65%	4,72%	EUR	P	A
1641348	MR041137ELR021616	SPL CAPEL	04/07/2006	30/06/2011	01/07/2041	23 000 000,00 €	C	Taux fixe aménagé à 4,36 % (date d'émission 01/07/2016)	4,36%	4,42%	EUR	AC	A
1641349	MR041137ELR021616	SPL CAPEL	01/07/2009	01/07/2009	01/07/2039	25 000 000,00 €	F	Taux fixe à 4,13 %	4,13%	4,19%	EUR	P	A
1641350	MR041137ELR021616	SPL CAPEL	01/07/2009	01/07/2009	01/07/2039	16 000 000,00 €	F	Taux fixe à 4,13 %	4,13%	4,19%	EUR	P	A
1641351	170030003002	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	01/07/2010	01/07/2010	01/07/2040	13 000 000,00 €	C	Taux fixe à 4,17 %	4,20%	4,26%	EUR	P	A
1641352	2009-073A1009197	CARISSE DÉPÂNAGE	31/12/2009	31/12/2009	25/12/2039	7 000 000,00 €	F	Taux fixe à 4,65 %	4,65%	4,80%	EUR	AC	T
1641354	2009-073A1009198	CARISSE DÉPÂNAGE	31/12/2010	31/12/2010	25/12/2030	15 000 000,00 €	F	Taux fixe à 4,83 %	4,83%	4,99%	EUR	AC	T
1641355	170030003002	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	31/12/2010	31/12/2010	31/12/2030	7 000 000,00 €	F	Taux fixe à 4,83 %	4,83%	4,99%	EUR	AC	T
1641357	LLNCHUN04	Reale Investment	25/01/2012	25/01/2012	25/01/2042	10 000 000,00 €	F	Taux fixe à 5,56 %	5,56%	5,70%	EUR	AC	M
1641358	A1912114021012.027	CARISSE DÉPÂNAGE	23/02/2012	23/02/2012	25/02/2027	10 000 000,00 €	F	Taux fixe à 5,81 %	5,81%	5,70%	EUR	AC	M
1641359	SC-10M	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	04/07/2012	09/07/2012	09/07/2032	10 000 000,00 €	F	Taux fixe à 4,35 %	4,35%	5,12%	EUR	AC	T
1641361	PR01-50M	Deutsche Handelsbank AG	17/12/2012	28/12/2012	28/12/2027	50 000 000,00 €	V	Euribor 3M + 2,7	2,89%	2,89%	EUR	AC	T
1641362	0021 447 W	CREDIT FONCIER DE FRANCE	21/01/2013	25/01/2013	25/01/2033	20 000 000,00 €	F	Taux fixe à 5,1 %	5,10%	5,28%	EUR	AC	T
1641364	A19130011	CARISSE DÉPÂNAGE	31/01/2013	08/08/2013	25/08/2038	15 000 000,00 €	F	Taux fixe à 4,77 %	4,77%	4,88%	EUR	AC	M
1641367	MON050503EUR	BANQUE POSTALE	23/12/2015	23/12/2015	01/01/2031	15 000 000,00 €	F	Taux fixe à 2,26 %	2,26%	2,08%	EUR	AC	T
1641368	5120347	CARISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS	18/12/2015	18/12/2015	01/01/2041	16 984 000,00 €	V	(Euribor A (Prime) + 1) - Floor 0 sur Euribor A (Prime)	1,75%	1,75%	EUR	AC	T

Reference emprunt	Numéro de contrat	Décalage de crédit	Date de signature du contrat	Date de consolidation du prêt	Date d'échéance du prêt	Montant nominal contractuel	Type de taux (F, V ou C)	Première de calcul du taux d'intérêt initial	Taux d'intérêt initial	Taux actuariel initial	Devise	Méthodes de remboursement et du capital	Prévisibilité de remboursement et du capital
1641866	A1015786	CARISSE D'OPACAR	16/12/2015	22/02/2016	25/02/2026	1 995 000,00 €	F	Taux fixe à 3,24 %	3,24%	3,24%	EUR	AC	T
1641870	A1016501	CARISSE D'OPACAR	29/06/2016	27/02/2016	25/06/2026	15 000 000,00 €	F	Taux fixe à 2,94 %	2,94%	2,94%	EUR	AC	T
1641871	1081761802	France Maubaila	15/11/2016	27/11/2016	27/11/2026	5 000 000,00 €	F	Taux fixe à 2,6 %	2,60%	2,60%	EUR	P	M
1641872	A1016501	Finage Investment	25/11/2016	25/11/2016	25/06/2026	9 875 000,00 €	F	Taux fixe à 2,94 %	2,94%	2,94%	EUR	AC	T
1641866-nam	1294774	CARISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2017	01/01/2017	01/02/2022	22 828 494,82 €	V	Libor A (Prime) + 1,56	2,31%	2,31%	EUR	AC	A
1641869-nam	1294776	CARISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10/06/2012	01/01/2017	01/11/2042	2 747 303,28 €	V	Libor A (Prime) + 1,1	1,85%	1,85%	EUR	AC	T
1641860-nam	1294777	CARISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24/10/2012	01/01/2017	01/02/2028	7 499 999,95 €	V	Libor A (Prime) + 1	1,75%	1,75%	EUR	AC	T
1641863-nam	1294778	CARISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25/01/2013	01/01/2017	01/02/2022	8 431 507,44 €	V	Libor A (Prime) + 1,56	2,31%	2,31%	EUR	AC	A
1641875	5240560	CARISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	11/06/2018	11/06/2018	01/07/2029	10 000 000,00 €	F	Taux fixe à 1,82 %	1,82%	1,82%	EUR	P	T
1641874	0080272-382	CREDIT AGRICOLE	30/05/2018	30/05/2018	10/06/2028	10 000 000,00 €	F	Taux fixe à 1,8 %	1,81%	1,81%	EUR	AC	T
1641873	MON-525276 ou MON-621052	SPIL CAPITAL	05/06/2018	25/06/2018	01/07/2028	10 000 000,00 €	F	Taux fixe à 1,83 %	1,83%	1,83%	EUR	AC	T
1641876	A1078443	CARISSE D'OPACAR	16/07/2018	25/07/2018	25/07/2028	5 000 000,00 €	V	(Libor A (Prime) + 0,85)-Floor 0 sur Libor A (Prime)	1,43%	1,43%	EUR	AC	T
1641877	MON-628791-ELR	BANQUE POSTALE	09/06/2019	19/06/2019	01/08/2029	10 000 000,00 €	F	Taux fixe à 1,43 %	1,43%	1,43%	EUR	AC	T
1641878	008022501	CREDIT AGRICOLE	17/06/2019	20/06/2019	20/06/2029	10 000 000,00 €	F	Taux fixe à 1,65 %	1,66%	1,66%	EUR	AC	T
1641881	A1018278	CARISSE D'OPACAR	25/10/2019	24/03/2020	24/03/2040	10 500 000,00 €	V	(Barclay 3M + 2,81)-Floor 0 sur Barclay 3M	0,82%	0,82%	EUR	AC	S
1641880	A1018277	Finage Investment	19/07/2019	01/08/2019	25/08/2029	5 500 000,00 €	F	Taux fixe à 1,52 %	1,53%	1,53%	EUR	P	T
1641879	A1018279	CARISSE D'OPACAR	04/08/2019	04/11/2019	25/07/2040	5 000 000,00 €	V	(Barclay 3M + 0,6)-Floor 0 sur Barclay 3M	0,61%	0,61%	EUR	AC	T
1641882	MON-641132-ELR ou MON-629750-ELR	SPIL CAPITAL	05/06/2020	22/06/2020	01/08/2040	5 000 000,00 €	F	Taux fixe à 1,27 %	1,26%	1,26%	EUR	AC	T
1641883	MON-629750-ELR	BANQUE POSTALE	05/06/2020	22/06/2020	01/08/2040	5 000 000,00 €	F	Taux fixe à 1,27 %	1,27%	1,27%	EUR	AC	T
1641884	A1020100	Finage Investment	16/06/2020	25/06/2020	25/06/2040	10 500 000,00 €	F	Taux fixe à 1,335 %	1,34%	1,34%	EUR	AC	T
1641886	5275154	CARISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	02/11/2020	02/11/2020	01/11/2040	12 500 000,00 €	F	Taux fixe à 0,56 %	0,56%	0,56%	EUR	P	T
1641885	A1020117	CARISSE D'OPACAR	29/07/2020	11/02/2021	25/06/2041	4 000 000,00 €	V	(Barclay 3M + 2,81)-Floor 0 sur Barclay 3M	0,81%	0,81%	EUR	AC	T
1641887	5644207	CARISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	07/09/2022	01/09/2022	01/09/2048	5 564 344,00 €	V	(Libor A (Prime) + 0,8)-Floor 0 sur Libor A (Prime)	3,00%	3,00%	EUR	AC	T
1641888	5644208	CARISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	07/09/2022	01/09/2022	01/09/2048	25 865 664,00 €	V	(Libor A (Prime) + 0,8)-Floor 0 sur Libor A (Prime)	3,00%	3,00%	EUR	AC	T
1641889	008048282	CREDIT AGRICOLE	22/10/2024	22/10/2024	09/11/2044	10 000 000,00 €	F	Taux fixe à 3,88 %	3,88%	3,88%	EUR	P	T
1641885	0 028 791 P	CREDIT FONCIER DE FRANCE	17/12/2013	13/01/2014	13/01/2034	30 000 000,00 €	F	Taux fixe à 3,99 %	4,11%	4,11%	EUR	AC	T
1641866	MON-61880-ELR	BANQUE POSTALE	20/01/2014	20/02/2014	01/04/2024	40 000 000,00 €	V	Barclay 12M + 1,74	2,36%	2,36%	EUR	AC	A
C/ 1543 Emprunts en devises													
C/ 1544 Emprunts assortis d'une option de frappe sur ligne de trésorerie													
C/1547 Emprunts assortis de conditions particulières													
C/ 1573 Pêles de l'Etat													
C/ 1574 Avances remboursables du PSE2PP													
C/ 1575 Dettes - Financements public-privé													
C/ 1576 Pêles des collectivités et établissements publics locaux													
C/ 1577 Pêles des caisses d'assurance maladie													
C/ 1578 Autres prêts assortis de conditions particulières													
C/158 Autres emprunts et dettes assimilables (sauf ICNE)													
TOTAL						824 804 807,49 €							Exco

Caractéristiques Générales (2)

Référence emprunt	NIVEAU DE RISQUE (Charte Glesler) avant couverture		SI RISQUE \geq 2A		
	Niveau de risque de l'indice	Niveau de risque de la structure	Date de passage en phase structurée	Date d'échéance de la phase structurée	Formule de calcul du taux d'intérêt de la phase structurée
	(chiffre)	(lettre)	7	8	9
C163 Emprunts obligataires					
C1631 Emprunts obligataires remboursables in fine					
C1638 Autres emprunts obligataires					
163000	1	A			
163002	1	A			
163001	1	A			
163003	1	A			
163004	1	A			
163005	1	A			
163006	1	A			
163007	1	A			
163008	1	A			
163009	1	A			
C164 Emprunts auprès des établissements de crédit					
C1641 Emprunts en euros					
1641348	1	A			
1641347	1	A			
1641348	1	A	30/06/2011	01/07/2016	Taux fixe annuité à 4,36 % (date d'exercice 01/07/2016)
1641349	1	A			
1641350	1	A			
1641851	1	B	01/07/2012	01/07/2040	Taux fixe 4,94% à barème 6% sur Euribor 1M (Marge de 1,95%)
1641852	1	A			
1641854	1	A			
1641853	1	A			
1641855	1	A			
1641857	1	A			
1641858	1	A			
1641861	1	A			
1641862	1	A			
1641864	1	A			
1641867	1	A			
1641868	1	A			
1641869	1	A			
1641870	1	A			
1641871	1	A			
1641872	1	A			
1641858-rem	1	A			
1641859-rem	1	A			
1641860-rem	1	A			
1641863-rem	1	A			
1641875	1	A			
1641874	1	A			
1641873	1	A			
1641876	1	A			
1641877	1	A			
1641878	1	A			
1641881	1	A			
1641880	1	A			
1641879	1	A			
1641882	1	A			
1641883	1	A			
1641884	1	A			
1641886	1	A			
1641885	1	A			
1641887	1	A			
1641888	1	A			
1641889	1	A			
1641895	1	A			
1641896	1	A			
C1643 Emprunts en devises					
C1644 Emprunts assortis d'une option de trape sur ligne de trésorerie					
C167 Emprunts assortis de conditions particulières					
C1673 Prêts de l'Etat					
C1674 Avances remboursables du FMEFPP					
C1675 Dettes - Partenariats public-privé					
C1676 Prêts des collectivités et établissements publics locaux					
C1677 Prêts des caisses d'assurance maladie					
C1678 Autres prêts assortis de conditions particulières					
C168 Autres emprunts et dettes assimilées (sauf ICNE)					
TOTAL					

Caractéristiques Générales (3)

Référence emprunt	CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU CONTRAT AU 31/12/N									
	Annuité de l'exercice		Type de taux (F, V ou C)	Formule de calcul du taux d'intérêt	Taux d'intérêt Taux actuariel	Remboursement anticipé partiel réalisé sur l'exercice ? (si oui, indiquer le montant remboursé)	Valorisation du coût de sortie au 31/12/N	Couverture ? (si oui, indiquer le montant couvert)	Capital restant dû au 31/12/N	Capital restant dû au 31/12/N+1
	Échéance de l'exercice - partie principal	Échéance de l'exercice - partie intérêt								
C1631 Emprunts obligataires C1632 Autres emprunts obligataires	7 500 000,00 €	4 261 356,51 €					8,06 €		302 502 631,26 €	128 802 631,26 €
	7 500 000,00 €	4 261 356,51 €	F	Taux fixe à 1,817 %	1,80%		8,06 €	N	302 502 631,26 €	128 802 631,26 €
	1 000 000,00 €	250 380,00 €	F	Taux fixe à 1,817 %	0,80%		8,06 €	N	13 000 000,00 €	14 000 000,00 €
	1 000 000,00 €	176 400,00 €	F	Taux fixe à 1,817 %	0,80%		8,06 €	N	17 000 000,00 €	18 000 000,00 €
	1 700 000,00 €	299 380,00 €	F	Taux fixe à 1,817 %	1,80%		8,06 €	N	29 000 000,00 €	30 000 000,00 €
	250 000,00 €	90 250,11 €	F	Taux fixe à 1,817 %	1,80%		8,06 €	N	4 500 000,00 €	4 750 000,00 €
	1 250 000,00 €	513 375,00 €	F	Taux fixe à 1,817 %	2,17%		8,06 €	N	22 500 000,00 €	23 750 000,00 €
	1 250 000,00 €	513 375,00 €	V	(Barbar 2M + 0,05) - Pour -0,05 sur Barbar 2M	4,12%		8,06 €	N	15 500 000,00 €	16 250 000,00 €
	1 250 000,00 €	513 375,00 €	F	Taux fixe à 3,81 %	3,81%		8,06 €	N	15 500 000,00 €	16 250 000,00 €
	600 €	1 142 782,08 €	V	(Barbar 2M + 1,15) - Pour 2 sur Barbar 2M	4,62%		8,06 €	N	29 502 631,26 €	29 502 631,26 €
	750 000,00 €	750 277,00 €	V		0,00%		8,06 €	N	29 502 631,26 €	29 502 631,26 €
	250 000,00 €	250 000,00 €	F	Taux fixe à 4,05 %	4,05%		8,06 €	N	19 750 000,00 €	19 750 000,00 €
	250 000,00 €	12 821 968,96 €	F		4,05%		18 228 626,06 €	N	305 659 330,27 €	303 777 792,34 €
C1644 Emprunts auprès des établissements de crédit C1641 Emprunts de trésorerie	28 119 401,77 €	12 821 968,96 €					18 228 626,06 €		305 659 330,27 €	303 777 792,34 €
	844 795,81 €	911 983,06 €	F	Taux fixe à 4,65 %	4,65%		1 696 968,43 €	N	19 413 625,31 €	19 458 423,14 €
	540 850,52 €	678 241,68 €	F	Taux fixe à 4,65 %	4,65%		1 587 716,81 €	N	13 743 874,19 €	14 264 424,71 €
	786 846,67 €	811 798,00 €	F	Taux fixe à 4,36 %	4,36%		1 961 272,17 €	N	13 033 333,39 €	13 799 999,36 €
	821 082,35 €	715 475,67 €	F	Taux fixe à 4,13 %	4,13%		1 252 135,08 €	N	16 218 792,88 €	17 039 872,38 €
	525 491,29 €	457 904,56 €	F	Taux fixe à 4,13 %	4,13%		789 396,45 €	N	13 380 027,34 €	13 905 518,73 €
	385 223,23 €	475 089,68 €	C	Taux fixe à 4,94% à barrière 8% sur Barbar 1M (Monte de 1,00%)	4,94%		2 150 632,81 €	N	9 246 962,17 €	9 612 215,45 €
	250 000,00 €	93 072,06 €	F	Taux fixe à 4,65 %	4,65%		95 324,83 €	N	1 750 000,00 €	2 100 000,00 €
	775 000,00 €	252 123,48 €	F	Taux fixe à 4,65 %	4,65%		327 528,81 €	N	4 650 000,00 €	5 425 000,00 €
	375 000,00 €	127 970,08 €	F	Taux fixe à 4,65 %	4,65%		184 427,14 €	N	2 249 999,99 €	2 624 999,98 €
	333 333,35 €	350 149,68 €	F	Taux fixe à 5,96 %	5,96%		1 180 724,98 €	N	5 084 444,10 €	5 627 777,46 €
	686 666,72 €	119 641,03 €	F	Taux fixe à 5,91 %	5,91%		60 726,76 €	N	1 811 116,44 €	2 227 777,18 €
	500 000,00 €	213 725,54 €	F	Taux fixe à 4,95 %	4,95%		3 875 000,00 €	N	3 875 000,00 €	4 275 000,00 €
C1645 Emprunts auprès des établissements de crédit C1646 Emprunts de trésorerie	3 333 333,33 €	795 507,48 €	V	Barbar 2M + 2,7	6,05%		10 000 000,00 €	N	10 000 000,00 €	13 333 333,33 €
	1 000 000,00 €	466 188,74 €	F	Taux fixe à 5,1 %	5,10%		815 502,59 €	N	8 250 000,00 €	9 250 000,00 €
	200 777,00 €	200 777,00 €	F	Taux fixe à 4,77 %	4,77%		160 864,93 €	N	3 668 667,12 €	4 068 667,28 €
	1 800 000,00 €	143 625,00 €	F	Taux fixe à 2,06 %	2,06%		6,06 €	N	8 250 000,00 €	7 250 000,00 €
	679 140,00 €	453 888,81 €	V	(Lever A/Prêt) + 1/100 sur Lever A (Prêt)	4,00%		646 838,88 €	N	11 040 900,00 €	11 720 340,00 €

Référence emprunt	CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU CONTRAT AU 31/12/N									
	Annuité de l'exercice		Type de base (F, V ou C)	Formule de calcul du taux d'intérêt	Taux d'intérêt Taux actuariel	Remboursement anticipé partiel réalisé sur l'exercice ? (si oui, indiquer le montant remboursé)	Valeurisation du prêt de sortie au 31/12/N	Conversion γ (si oui, indiquer le montant converti)	Capital restant dû au 31/12/N	Capital restant dû au 31/12/N+1
	Solde de l'exercice - partie capital	Solde de l'exercice - partie intérêt								
1641000	38 200,00 €	38 200,00 €	F	Taux fixe à 3,24 %	3,24%		27 332,09 €	N	1 117 120,00 €	1 216 420,00 €
1641070	250 200,00 €	90 950,26 €	F	Taux fixe à 2,84 %	2,84%		28 202,32 €	N	2 907 500,00 €	3 187 500,00 €
1641071	220 178,47 €	88 694,25 €	F	Taux fixe à 2,84 %	2,84%		42 450,67 €	N	2 285 000,00 €	2 517 250,00 €
1641072	500 000,00 €	181 912,35 €	F	Taux fixe à 2,84 %	2,84%		58 534,44 €	N	5 875 000,00 €	6 375 000,00 €
1641050+1641051	1 401 678,28 €	639 184,39 €	V	Libéré Alpha(0) + 1,56	4,56%		581 894,43 €	N	12 815 762,88 €	14 016 762,88 €
1641050+1641051	128 668,88 €	79 477,28 €	V	Libéré Alpha(0) + 1,1	4,10%		116 202,79 €	N	1 901 895,84 €	2 027 688,32 €
1641050+1641051	688 668,88 €	325 175,45 €	V	Libéré Alpha(0) + 1,1	4,10%		271 915,86 €	N	2 823 333,18 €	3 105 666,36 €
1641050+1641051	490 968,87 €	258 175,45 €	V	Libéré Alpha(0) + 1,1	4,10%		305 900,79 €	N	4 405 888,08 €	4 898 888,16 €
1641073	432 278,48 €	144 500,26 €	F	Taux fixe à 1,82 %	1,82%		75 897,38 €	N	7 773 304,58 €	8 185 861,32 €
1641074	300 000,00 €	127 125,00 €	F	Taux fixe à 1,82 %	1,82%		-447 012,03 €	N	8 750 000,00 €	7 250 000,00 €
1641075	500 000,00 €	123 723,44 €	F	Taux fixe à 1,82 %	1,82%		0,00 €	N	8 075 000,00 €	7 275 000,00 €
1641076	250 000,00 €	123 338,07 €	V	(Libéré Alpha(0) + 0,00) - Pour 0 sur Libéré Alpha(0)	3,79%		101 250,00 €	N	3 437 500,00 €	3 687 500,00 €
1641077	500 000,00 €	111 760,44 €	F	Taux fixe à 1,43 %	1,43%		0,00 €	N	7 275 000,00 €	7 875 000,00 €
1641078	500 000,00 €	121 781,26 €	F	Taux fixe à 1,43 %	1,43%		19 193,71 €	N	7 275 000,00 €	7 790 000,00 €
1641081	500 000,00 €	131 443,42 €	F	Taux fixe à 1,42 %	1,42%		0,00 €	N	8 842 100,26 €	9 294 758,84 €
1641080	309 858,16 €	73 817,21 €	F	Taux fixe à 1,52 %	1,52%		0,00 €	N	4 570 422,55 €	4 860 281,88 €
1641079	288 666,88 €	159 819,39 €	V	Libéré Alpha(0) - 0,6	3,79%		124 000,00 €	N	4 199 999,96 €	4 466 666,84 €
1641082	250 000,00 €	52 854,93 €	F	Taux fixe à 1,27 %	1,27%		0,00 €	N	3 937 500,00 €	4 187 500,00 €
1641080	250 000,00 €	52 854,93 €	F	Taux fixe à 1,27 %	1,27%		0,00 €	N	3 937 500,00 €	4 187 500,00 €
1641084	540 567,80 €	124 215,89 €	F	Taux fixe à 1,335 %	1,34%		2,00 €	N	8 787 297,20 €	9 264 894,80 €
1641086	600 407,80 €	58 600,34 €	F	Taux fixe à 0,58 %	0,58%		0,00 €	N	12 170 421,88 €	10 772 829,88 €
1641085	210 326,32 €	131 952,64 €	V	(Libéré Alpha(0) + 0,00) - Pour -0,6 sur Libéré Alpha(0)	3,79%		102 631,58 €	N	3 473 864,20 €	3 684 215,52 €
1641087	220 272,76 €	193 418,56 €	V	(Libéré Alpha(0) + 0,00) - Pour 0 sur Libéré Alpha(0)	3,80%		189 740,85 €	N	8 305 126,85 €	9 520 505,56 €
1641088	1 034 626,24 €	885 879,27 €	V	(Libéré Alpha(0) + 0,00) - Pour 0 sur Libéré Alpha(0)	3,80%		878 843,83 €	N	24 572 373,20 €	25 696 898,44 €
1641089	0,00 €	0,00 €	F	Taux fixe à 3,99 %	3,99%		64 128,38 €	N	15 000 000,00 €	15 000 000,00 €
1641090	1 900 000,00 €	600 968,06 €	F	Taux fixe à 3,99 %	3,99%		813 000,00 €	N	13 875 000,00 €	15 275 000,00 €
1641091	2 000 000,00 €	1 187 222,67 €	V	Surplus 1284 + 1,74	5,31%		303 200,00 €	N	20 000 000,00 €	22 000 000,00 €
TOTAL	35 831 461,77 €	17 182 912,46 €					18 222 626,40 €		538 161 961,53 €	602 590 343,30 €

Etats des crédits de trésorerie

	Numéro du contrat	Date d'autorisation de la ligne ou de signature du contrat	Durée du contrat (en mois)	Index disponibles au 31/12/N	Montant max. autorisé au 31/12/N	Encours moyen en N	Montant des intérêts remboursés en N	Encours restant dû au 31/12/N
				1		2	3	
C/519 crédits de trésorerie								
C/51901 lignes de crédits de trésorerie								
GCA - Groupe Crédit Agricole	604292958	29/04/2024	12	EUR3 - Euribor 3 mois	30 000 000,00 €	21 982 513,66 €	1 000 623,25 €	0,00 €
GCE - Groupe Caisse d'Epargne	9623831025	03/01/2024	12	AUT - Autres	15 000 000,00 €	9 815 300,55 €	470 596,25 €	0,00 €
GCE - Groupe Caisse d'Epargne	9624831017	05/06/2024	7	AUT - Autres	15 000 000,00 €	4 239 617,49 €	231 491,39 €	9 400 000,00 €
LBP - La Banque Postale	2023901064	27/11/2023	12	AUT - Autres	15 000 000,00 €	2 733 060,11 €	160 608,21 €	0,00 €
C/51902 lignes de crédits de trésorerie liés à un emprunt								

Typologie de la répartition de l'encours de dette

Structure	Indicateurs sous-jacents	Indicateurs zone euro (1)	Indice inflation française au 31/12/2023 ou écart entre les indices (2)	Montants d'indicateurs zone euro (3)	Indicateurs hors zone euro et écarts d'indicateurs dont l'un est en indice hors zone euro (4)	Montants d'indicateurs hors zone euro (5)	Autres indicateurs (6)
(A) Taux fixe simple, Taux variable simple, Échange de taux fixe contre taux variable ou inversement, Échange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (taux simple), Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (floor)	Montant de produits	52					
	% de financements	98,28%					
	Montant en euros	528 914 960,00 €					
	Montant de produits	0					
(B) Rendement simple, Pas d'effet de triller	% de financements	1,72%					
	Montant en euros	9 246 000,00 €					
	Montant de produits						
	% de financements						
(C) Option d'échange (swaption)	Montant en euros						
	Montant de produits						
	% de financements						
	Montant en euros						
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 : multiplicateur jusqu'à 5 ou	Montant de produits						
	% de financements						
	Montant en euros						
	Montant de produits						
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	% de financements						
	Montant en euros						
	Montant de produits						
	% de financements						
(F) Autres types de structures	Montant en euros						
	Montant de produits						
	% de financements						
	Montant en euros						

1.5.10. Etat BI10 Etat des participations au 31/12

Etat BI10
ETABLISSEMENT: CENTRE HOSPITALIER DE NICE
NOM DU POSTE COMPTABLE:

COMPTES FINANCIERS 2024

ETAT DES PARTICIPATIONS AU 31 DECEMBRE DE L'EXERCICE

PRESENTATION GENERALE

* Répartition générale du nombre et type de groupements ou d'actifs, dans lesquels l'EPS est partie prenante et s'il existe des faits marquants durant l'exercice.
* Détails de liquidation relative aux EPS pour fournir une information en annexe sur une partie du groupement.
* Tous marquants relatifs aux groupements et actifs financiers durant l'exercice.

RESTITUTION PAR ENTITE / GROUPEMENT

Dénomination de l'entité / du groupement	E.U.F.C.		HOPITAL PEDIATRIQUE DE NICE CHU-UNIVAL		INSTITUT CLAUDE POMPIDOU		SCS France Finance	
	Exercice N	Exercice N-1	Exercice N	Exercice N-1	Exercice N	Exercice N-1	Exercice N	Exercice N-1
1. Dénomination de l'entité / du groupement	E.U.F.C.		INSTITUT CLAUDE POMPIDOU		INSTITUT CLAUDE POMPIDOU		SCS France Finance	
2. Forme juridique	SCS		SCS		SCS		SCS	
3. Adresse du siège social	33, Avenue de l'Europe - 06100 NICE		33, Avenue de l'Europe - 06100 NICE		33, Rue de la République - 06100 NICE		33, Rue de la République - 06100 NICE	
4. Nature d'activité	Activité de soins - OML, Chirurgie onco		Soins jusqu'au 30 juin 2013 puis SCS de moyens à partir du 1er juillet 2013		Mise en commun de moyens pour assurer la coopération sanitaire et médico-sociale des personnes atteintes par la maladie d'Alzheimer.		Preneur l'acte des CHU au marché obligataire, identifier l'acte au stade, mutualiser le savoir faire.	
5. Dénomination								
6. Description des actifs financiers								
7. Montant de la participation détenue par l'EPS	Exercice N	Exercice N-1	Exercice N	Exercice N-1	Exercice N	Exercice N-1	Exercice N	Exercice N-1
8. Taux de participation en pourcentage de détention (le cas échéant)	100%	100%	50%	50%	50%	50%	50%	50%
9. Nature du contrôle / de l'influence notable (1)			CONJOINT	CONJOINT	CONJOINT	CONJOINT	CONJOINT	CONJOINT
10. Modalités de participation des membres / actionnaires (2)								
11. Modalités de répartition entre membres / actionnaires (3)								
12. Modalités de financement de l'entité / du groupement (4)								
13. Existence et modalités (5) d'exercice de la solidarité financière entre l'EPS et le groupement / entité								
14. Autres informations								
15. Informations financières significatives au 31/12 (Annexes 1, 2, 3)								
16. Montant des capitaux propres de l'entité / du groupement	Exercice N	Exercice N-1	Exercice N	Exercice N-1	Exercice N	Exercice N-1	Exercice N	Exercice N-1
17. Montant de la participation détenue par l'EPS	1 000	1 000	25 000	25 000	1 000	1 000	1 000	1 000
18. Taux de détention	100%	100%	50%	50%	50%	50%	50%	50%
19. Contribution annuelle versée par l'EPS								
20. Prestations facturées à l'EPS								
21. Informations								
22. Montant des emprunts réalisés par l'entité / groupement								
23. Montant des remboursements								
24. Montant des remboursements								
25. Exercice de l'EPS au fait de la solidarité financière potentielle								
26. Informations								
27. TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS	14 901 015	14 901 015						
28. INVESTISSEMENT MIS A DISPOSITION / MODALITES D'UTILISATION (voir note comptable / code 105)								
29. Informations non disponibles								
30. Informations non disponibles								
31. Informations non disponibles								
32. Informations non disponibles								
33. Informations non disponibles								
34. Informations non disponibles								
35. Informations non disponibles								
36. Informations non disponibles								
37. Informations non disponibles								
38. Informations non disponibles								
39. Informations non disponibles								
40. Informations non disponibles								
41. Informations non disponibles								
42. Informations non disponibles								
43. Informations non disponibles								
44. Informations non disponibles								
45. Informations non disponibles								
46. Informations non disponibles								
47. Informations non disponibles								
48. Informations non disponibles								
49. Informations non disponibles								
50. Informations non disponibles								
51. Informations non disponibles								
52. Informations non disponibles								
53. Informations non disponibles								
54. Informations non disponibles								
55. Informations non disponibles								
56. Informations non disponibles								
57. Informations non disponibles								
58. Informations non disponibles								
59. Informations non disponibles								
60. Informations non disponibles								
61. Informations non disponibles								
62. Informations non disponibles								
63. Informations non disponibles								
64. Informations non disponibles								
65. Informations non disponibles								
66. Informations non disponibles								
67. Informations non disponibles								
68. Informations non disponibles								
69. Informations non disponibles								
70. Informations non disponibles								
71. Informations non disponibles								
72. Informations non disponibles								
73. Informations non disponibles								
74. Informations non disponibles								
75. Informations non disponibles								
76. Informations non disponibles								
77. Informations non disponibles								
78. Informations non disponibles								
79. Informations non disponibles								
80. Informations non disponibles								
81. Informations non disponibles								
82. Informations non disponibles								
83. Informations non disponibles								
84. Informations non disponibles								
85. Informations non disponibles								
86. Informations non disponibles								
87. Informations non disponibles								
88. Informations non disponibles								
89. Informations non disponibles								
90. Informations non disponibles								
91. Informations non disponibles								
92. Informations non disponibles								
93. Informations non disponibles								
94. Informations non disponibles								
95. Informations non disponibles								
96. Informations non disponibles								
97. Informations non disponibles								
98. Informations non disponibles								
99. Informations non disponibles								
100. Informations non disponibles								

	U.I.F.C.	HOPITALS FINANCIERS DE NICE CHAUVEYRON	INSTITUT CLAUDE POMPOUOU	GUS France Finance
TRANSACTION MONÉTAIRE MENÉE PAR L'ENTITÉ GROUPEMENT ALPES DE L'YS	Cession Liquidation Mise à disposition Autre			
TRANSACTION MONÉTAIRE MENÉE PAR L'YS ALPES DE L'ENTITÉ GROUPEMENT	Cession Liquidation Mise à disposition Autre			
Produits				
TOTAL DES PRODUITS DE L'EXERCICE DE L'ENTITÉ GROUPEMENT	Information non disponible	Information non disponible	Information non disponible	Information non disponible
Déductions :				
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE DE L'ENTITÉ GROUPEMENT	25 763 829	35 355 764	518 425	2 388 800
LA PART DU BÉNÉFICIAIRE ASSURÉ PAR L'YS	Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable
ENGAGEMENTS RECUS par l'entité le groupement	Cession Liquidation Mise à disposition Garanties d'emprunts accordées Redevances relatives à court-terme relatif mobilier Redevances relatives à court-terme relatif immobilier Subventions à verser par amortissement Autre	Non applicable	Non applicable	Non applicable
ENGAGEMENTS RECUS par l'entité le groupement	Cession Liquidation Mise à disposition Garanties d'emprunts reçues Redevances relatives à recevoir court-terme relatif mobilier Redevances relatives à recevoir court-terme relatif immobilier Subventions à recevoir par amortissement Autre	Non applicable	Non applicable	Non applicable
PERSONNEL MIS À DISPOSITION PAR L'ETABLISSEMENT (les ETB et les autres entités)		55,03 ETB PM et 76,08 ETB PM		65 114 Report à nouveau

publiément dit être déductible, pour chaque organisme, du dernier bilan disponible et du rapport du commissaire aux comptes si les états financiers de l'entité/sé groupement du dernier exercice clos ne sont pas disponibles lorsque l'EPF publie ses comptes, ce dernier utilise à défaut les comptes de l'exercice précédent (section obligations et annexes)

1.5.11. ETAT BI11 Evaluation et comptabilisation des stocks :

Compte	Nature des stocks et des en-cours	Stock initial (SI) au 01/01/n	Stock final (SF) au 31/12/n	Ajustement des dépréciations			
		(a)	(b)	Niveau initial des dépréciations au 01/01/n (c)	Reprises des dépréciations existantes (d)	Dépréciations nécessaires au 31/12/n (e)	Niveau final des dépréciations au 31/12/n (f=(c+e)-d)
C/31	Matières premières et fournitures	10 585,43	9 121,99				0,00
C/32	Autres approvisionnements dont C/321 Produits pharmaceutiques et produits à usage médical	19 188 238,12	16 973 242,62				0,00
	En-cours de production de biens	9 855 954,11	8 208 207,26				0,00
C/33							0,00
C/35	Stocks de produits						0,00
C/37	Stocks de marchandises						0,00
C/38	Autres stocks						0,00
TOTAL		19 198 823,55	16 982 364,61	0,00	0,00	0,00	0,00

Dont stocks dans les services

	STOCK INITIAL AU 01/01/2024	STOCK FINAL AU 31/12/2024	Variation
Médicaments	734 403,00	812 926,00	78 523,00
Dispositifs Médicaux	4 303 470,00	4 067 209,00	-236 261,00
Total stocks déportés	5 037 873,00	4 880 135,00	-157 738,00

1.5.12. Tableau synthétique des valeurs mobilières de placement

		Montant à l'ouverture de l'exercice n	Montant à la clôture de l'exercice n	Ajustement des dépréciations			
				Niveau initial des dépréciations au 01/01/n (c)	Reprises des dépréciations existantes (d)	Dépréciations nécessaires au 31/12/n (e)	Niveau final des dépréciations au 31/12/n (f=(c+e)-d)
Compte	Situation des valeurs mobilières de placement	(a)	(b)				
C-506	Obligations						0,00
C-507	Bons du trésor et bons de caisse à court terme						0,00
C-508	Autres valeurs mobilières et créances assimilées						0,00
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

1.6. NOTE RELATIVE AU COMPTE DE RESULTAT

1.6.1 Etat CR1 Eléments significatifs explicitant les comptes

Les produits bruts d'exploitation résultent essentiellement :

- Des produits de l'activité hospitalière qui se composent des recettes liées à l'hospitalisation, constituées de la facturation à l'assurance maladie selon les modalités de la tarification à l'activité (T2A) et de la facturation aux débiteurs institutionnels et patient sur la base d'un prix de journée, ainsi que des recettes relatives aux actes et consultations externes. En 2024, le CHU a dépassé le montant de la garantie de financement de 31,3 M€, tel que détaillé ci-dessous et les produits d'activité s'établissent à près de 318,9 M€.

Tableau [1.SMA] B - Date du traitement: 31/01/2025 13:57:52
Répartition par type de prestations liées à la SMA
C.H.U. DE NICE (Finiss=060785011)
2024 M12 : année entière

	Séjours/séances finis depuis le 1er janvier 2024			
	Valorisation AM cumulée	Montant de référence annuel	Montant de SMA pour la période	Montant du pour la période
Forfait GHS + supplément	312 822 642,25	282 121 918,00	287 472 236,13	312 822 642,25
PO	301 676,58	213 139,00	257 348,29	301 676,58
Transports	893 982,44	1 458 160,00	1 025 676,22	893 982,44
Ad dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00
Forfait GHS + supplément AME	3 433 947,82	2 682 840,00	3 062 402,91	3 433 947,82
Transports AME	4 990,90	13 770,00	9 284,90	4 990,90
Forfait GHS + supplément soins urgents	1 835 155,40	876 442,00	1 302 799,39	1 835 155,40
Transport soins urgents	2 501,81	8 628,00	5 670,26	2 501,81
RAC Séjours détenus	95 726,73	95 830,00	95 764,87	95 726,73
Total	318 888 146,63	287 984 949,00	303 238 287,82	318 888 146,63

- Ces produits sont comptabilisés selon des modalités distinctes selon le financeur :
 - La part séjour financée par l'Assurance Maladie (CPAM) est comptabilisée à la sortie du patient selon les modalités de codage de la tarification à l'activité conformément au guide du contrôle externe de la tarification à l'activité. Ces modalités réglementaires sont pilotées par la Direction de l'information médicale au sein des établissements publics de santé.
 - La part du séjour financée par les débiteurs institutionnels (mutuelles, autres organismes...) est facturée à la fin du séjour du patient sur la base d'un prix de journée et de la quote-part du séjour non prise en charge par l'assurance maladie.

- Des forfaits annuels, des dotations annuelles de financement (PSY, SSR), des dotations de Missions d'Intérêt Général et d'Aide à la Contractualisation (MIGAC), du Fonds d'Intervention Régional (FIR), sont notifiées chaque année par l'ARS et font l'objet d'une comptabilisation à la réception de chaque arrêté. Les autres subventions de fonctionnement (Conseil Départemental, Conseil Régional...) sont comptabilisées en fonction de la notification.

Enfin, les autres produits (rétrocessions, mises à disposition de personnel, produits des activités annexes, etc...) sont comptabilisés en fonction du fait générateur.

A ce stade de l'analyse, pour 2024 le déficit constaté s'élève à - 37,205 M€.

Les analyses ci-dessous portent sur le budget principal uniquement.

Concernant les produits de l'activité l'évolution entre 2023 et 2024 s'explique par :

- Une augmentation des produits de l'activité sur les Groupes Homogènes de Séjours soit + 41,41 M€ soit + 15,22 % ;
- Une augmentation des produits des prestations faisant l'objet d'une tarification spécifique (externes, ATU, FT) soit + 2,85 M€ (+ 7,06 %) ;
- En 2024 des produits sur exercices antérieurs ont été constatés pour 1,05 M€.

Les produits des médicaments facturés en sus sont en hausse de + 17,18 M€.

Les produits des dispositifs médicaux facturés en sus sont en hausse de + 0,72 M€.

Les dotations MIGAC 2024 ont diminué de -24,63 M€, avec une hausse des dotations MIG (+ 9,10 M€) et une baisse des crédits AC obtenus (-34,95 M€).

Les dotations FIR 2024 sont également en hausse de + 0,93 M€.

Sur le titre 2, les produits de l'activité hospitalière hors assurance maladie, ont augmenté de + 6,20 M€ par rapport à 2023.

- H7321 : produits de la tarification en hospitalisation complète non pris en charge par l'assurance maladie : +0,66 M€
- H7322 : produits de la tarification en hospitalisation incomplète non pris en charge par l'assurance maladie : + 0,59 M€
- H7324 : produits des prestations à tarification spécifique non pris en charge par l'Assurance Maladie : + 1,03 M€
- H7327 : forfaits journaliers MCO, SSR et PSY : + 0,42 M€
- H733 : Produits prestations aux étrangers non assurés sociaux en France : + 2,33 M€
- H734 : Prestations au profit des malades d'autres établissements : + 1,18 M€.

Sur le titre 3, autres produits, les recettes constatées, hors stock final, sont en baisse de 0,55 M€ entre 2023 et 2024.

Les ventes de produits et prestations de service sont en hausse de 0,72 M€.

Les cessions de médicaments sont en hausse sur le compte H7071 de +5,73 M€, la recette 2024 s'élevant à 30,70 M€ contre 24,96 M€ en 2023.

Le compte H74 augmente de 1,60 M€ en 2024 et s'élève à 7,46 M€.

Sur le compte H75 Autres produits divers de gestion courante on note une augmentation des recettes (+ 2,03 M€), notamment la hausse des produits de recherche clinique pour 1,94 M€.

Le montant 2024 des produits exceptionnels, en hausse de + 0,61 M€, est passé de 10,67 M€ en 2023 à 11,28 M€ en 2024.

Les reprises sur amortissement (Compte H78) sont en baisse de 10,49 M€ par rapport à 2023.

Concernant les charges :

L'évolution des charges de personnel s'est traduite par une hausse de + 20,80 M€ par rapport à 2023, soit + 4,22%.

S'agissant du **personnel médical**, les charges sont en hausse de 8,19 M€ soit un taux d'évolution de + 6,18%. Cette évolution sur les charges du PM se justifie notamment par :

- **Evolution de la masse salariale du personnel médical SENIOR : + 4,1 M€ soit + 5,4 %**

- Effet volume :

Forte dynamique de nomination en lien avec la politique de fidélisation des praticiens,

Effet année pleine des recrutements 2023 sur des postes créés ou transformés en 2023 dans le cadre de la révision H (notamment en neurologie, en imagerie, en biologie et en médecine légale),

Effet année pleine des recrutements de 2023 sur des postes vacants dans les spécialités en tension (essentiellement en anesthésie-réanimation et en gériatrie),

Les recrutements en cours d'année 2024 sur des postes validés et créés en 2024 (ex : médecine nucléaire).

- Effet prix :

Effet année pleine de la revalorisation de + 1.5% (juillet 23)

Coût moyen sénior en augmentation : + 2.8%.

- **Evolution de la masse salariale du personnel médical JUNIOR : + 2,1 M€ soit + 7,1%**

- Effet volume essentiellement :

Pour les internes : La mise en œuvre de la réforme a conduit à augmenter très sensiblement le nombre d'étudiants sur la première année. Cette évolution est nationale et également due à l'augmentation du numerus clausus pour les internes.

Le volume augmente de +11 % en 2024 par rapport à 2023 (+12.3% en 2023 par rapport à 2022) et devrait se poursuivre dans les prochaines années.

Pour les docteurs juniors : impact de la réforme des études de médecine qui a conduit à la création de ce statut en novembre 2020. Dans de nombreuses spécialités médicales et chirurgicales, la maquette des études a été allongée d'une année, engendrant une augmentation progressive des effectifs.

- **Evolution de la permanence des soins : + 0,7 M€ soit + 3,4 %**

- En lien avec les mises en place suivantes :
 - Création d'une ligne d'astreinte d'anesthésie pour le secteur Ortho Traumatologie
 - Création d'une ligne d'astreinte de néphrologie pédiatrique
 - Forfaitisation de la ligne d'astreinte de transplantation hépatique
 - Forfaitisation de la ligne d'astreinte de neurochirurgie pédiatrique
 - Déforfaitisation de la ligne d'astreinte d'anesthésie greffe hépatique

Sur le **personnel non médical**, l'évolution des charges est à la hausse. Les dépenses ont augmenté de 12,61 M€ par rapport à 2023 (soit + 3,49%). Cette évolution s'explique par :

- Effet volume de 3,3 M€ : Au cours de l'année 2024, entre janvier et décembre les effectifs du CHU ont augmenté de 115 ETP, en évoluant de 6 291 ETP en 2023 à 6 406 en 2024. 90% ont porté sur les soignants et 50 % de ces +100 ETP soignants sont des IDE.
- Effet prix de 6,2 M€ : Nouvelles mesures réglementaires 2024 : indemnité de travail de nuit (+1,6 M€), Indemnité de travail dimanche et jours fériés (+0,9 M€), hausse de 5 points (+3,5 M€), augmentation de 1 point de la CNRACL (+1,7 M€)

Les consommations de titre 2 évoluent à la hausse (+ 26,91 M€) soit + 14,63%.

La consommation des produits pharmaceutiques et produits à usage médical constitue la plus forte hausse + 24,4 M€ soit 22,4%.

Les autres dépenses de titre 2 ont augmenté de +2,51 M€ soit + 3,30%.

Les dépenses médicales et pharmaceutiques 2024 ressortent à 210,88 M€ contre 183,97 M€.

Parmi elles, on distingue les produits listés et en accès dérogatoire remboursés en sus des GHS, soit

- Médicaments Listés, ATU et Art.48 : 80,19 M€ contre 61,02 M€ en 2023,
- Médicaments rétrocedés : 30,04 M€ contre 24,3 M€ en 2023,
- DMI Listés : 11,12 M€ contre 10,27 M€ en 2023

Ces dépenses, soit 121,35 M€, sont compensées par des recettes de titre 1 et titre 3.

Les autres dépenses s'élèvent à 90,38 M€ contre 88,38 M€ en 2023.

Les consommations de titre 3 sont en baisse de -3,66 M€ soit - 4 %.

On distingue :

Les consommations d'achats stockés diminuent de - 0,28 M€ soit - 2,3%.

Les achats non stockés (compte H606) sont en baisse de - 6,05 M€ par rapport à 2023 dont +5,36 M€ sur les énergies.

Les services extérieurs : compte 61, sont en augmentation de + 3,16 M€ dont 2,19 M€ sur le secteur des locations mobilières informatiques,

Les autres services extérieurs sont équivalents à 2023 (+ 15,87 M€, soit + 0.02%

Le compte 65 Autres charges de gestion courante présente une baisse -0,76 M€.

Enfin **les charges de titre 4** sont en hausse de + 1,2 M€ par rapport à 2023 soit +1,68%. Cette évolution s'explique par :

- La hausse des charges financières soit + 2,80 M€, en lien avec les difficultés de trésorerie.
- La hausse des charges exceptionnelles : + 1,43 M€, soit principalement sur le compte 673 (titres annulés sur exercices antérieurs) de +1,62 M€.
- La hausse des dotations aux amortissements (H6811) soit + 1,4 M€,
- La baisse des dotations aux provisions de 4,5 M€ provenant des évolutions suivantes :
 - La baisse de la dotation aux provisions pour renouvellement des immobilisations : - 5,53 M€ en lien avec le débasage prévu des aides P2,
 - La baisse de 0,45 M€ sur les provisions pour risques (litiges)
 - L'augmentation des provisions pour CET : +1,1 M€
 - L'augmentation des autres provisions pour charges (ARE) : +0,58 M€
 - La baisse du compte H68174 créances pour -0,21 M€.

1.6.2 Etat CR2 Etat synthétique des subventions d'exploitation et des contributions accordées par l'établissement :

	Montant 2024
C/652 Contributions aux structures de coopération autres que GHT	13 435 228,58
dont C/6521 Contributions aux groupements d'intérêt public (GIP)	33 057,35
dont C/6522 Contributions aux groupements d'intérêt économique (GIE)	0,00
dont C/6523 Contribution aux groupements de coopération sanitaire (GCS)	13 402 171,23
dont C/6528 Autres contributions à des structures de coopération	
C/653 Contributions aux GHT	1 751 861,89
C/657 Subventions	78 583,34
dont C/6571 : Subventions aux associations participant à la vie sociale des usagers	17 000,00
dont C/6578 : Autres subventions	61 583,34
TOTAL	15 265 673,81

1.6.3 Etat CR3 Détail des produits de l'activité hospitalière :

Compte	2024	2023
7311 Produits de l'hospitalisation	576 345 026,66	536 586 481,86
7312 Produits des prestations faisant l'objet d'une tarification spécifique-MICO	43 235 710,29	40 383 521,27
7313 Participations au titre des détenus	193 415,92	147 681,73
sous-total compte 731 Produits à la charge de l'assurance maladie	619 774 152,87	577 129 684,86
7321 Produits de la tarification en hospitalisation complète non pris en charge par l'assurance maladie	22 301 952,35	21 645 067,33
7322 Produits de la tarification en hospitalisation incomplète non pris en charge par l'assurance maladie	5 048 071,01	4 459 581,73
7323 Produits des tarifications de l'hospitalisation à domicile non pris en charge par l'assurance maladie		
7324 Produits des prestations faisant l'objet d'une tarification spécifique non pris en charge par l'assurance maladie	11 047 507,39	10 022 109,92
7327 Forfait journalier	7 609 256,49	7 188 004,10
sous total compte 732 Produits à la charge des patients, organismes complémentaire et compagnies d'assurance	46 006 787,24	43 314 763,08
733 Produits des prestations de soins délivrées aux patients étrangers non assurés sociaux en France	20 011 035,54	17 684 407,78
734 Prestations effectuées au profit des malades d'un autre établissement	7 288 835,53	6 104 582,58
735 Produits à la charge de l'Etat, collectivités territoriales et autres organismes publics		0,00
sous total compte 73 PRODUITS DE L'ACTIVITÉ HOSPITALIÈRE	693 080 811,18	644 233 438,30
7471 Fonds d'intervention régional (FIR)	22 327 351,82	21 400 096,21
7722 Produits sur exercices antérieurs à la charge de l'assurance maladie	1 051 920,49	143 197,72
TOTAL	716 460 083,49	665 776 732,23

1.7 AUTRES INFORMATIONS

1.7.1. Etat AI1 Etat des engagements hors bilan autres que les instruments de couverture de la dette à long terme

Raison sociale du cocontractant	Nature du contrat	Date du contrat	Durée du contrat	Redevances payées		REDEVANCES RESTANT A PAYER					PRIX D'ACHAT RESIDUEL	
				de l'exercice 2 024	cumulées	INFÉRIEURES A 1 AN		PLUS DE 5 ANS		TOTAL RESTANT A PAYER		
						2 025	2026-2030	ANS	ANS	A PAYER		
BIOMEDICAL												
LEASECOM	LOCATION DE 2 POLYGRAPHES	01/08/2017	7 ANS	1 692,61	18 181,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	
ATRIUM / FUJIFILM	5 VIDEOGASTROSCOPES	01/07/2020	4 ANS	19 368,00	154 944,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 200,00	
ATRIUM / STRYKER	STATION DE NEURONAVIGATION	20/11/2023	5 ANS	31 407,36	31 407,36	31 407,35	94 222,08	0,00	125 629,44	1 208,00		
ATRIUM / BK MEDICAL	ECHOGRAPHIE D'EXPERTISE	23/01/2024	5 ans	18 100,24	18 100,24	24 134,16	78 436,02	0,00	102 570,18	989,80		
ATRIUM / CANDELA	LASER A COLORANT PULSE	07/03/2024	5 ans	11 410,04	11 410,04	22 820,06	79 870,22	0,00	102 690,28	935,94		

DSI

KONICA	Location MFP	27/11/2018	5 ans	0,00	1 736 745,03	0	0	0	0	0	0
--------	--------------	------------	-------	------	--------------	---	---	---	---	---	---

Par ailleurs, l'établissement dispose d'autres engagements hors bilan relatifs aux immobilisations :

- Phase 2 de Pasteur 2 : la construction de Pasteur 2 fait l'objet d'un seul marché pour la construction des phases 1 et 2. Au 31/12/2023, les dépenses prévisionnelles de travaux de fin de phase 1 et de phase 2 (2022-2028) sont estimées à 174,3 M€.

Ce montant reste toutefois susceptible de variation en fonction des résultats des nouvelles consultations des lots qui ont été résiliés, d'éventuels aléas de chantiers ou de réclamations, ... etc. ;

- Etablissement de Tende : le bâtiment construit par l'établissement est assorti d'un bail à construction d'une durée de 60 ans allant de 1979 à 2039. En 2039, à la fin du bail, le département (propriétaire du terrain) deviendra également propriétaire de la construction ;
- Bâtiment K : le CHUN a transféré la gestion du bâtiment K de Pasteur à l'Université Côte d'Azur avec droit d'exploitation pour une durée de 40 ans (durée du bail). A l'issue de ce bail, les travaux effectués et la construction reviendront au CHUN ;
- La Fondation Lenval et le CHU de Nice ont signé le 18/12/2015 une promesse de vente dans laquelle le CHU s'engage à se porter acquéreur, au plus tard le 17/12/2017, de parcelles de terrains pour une valeur de 8,5 M€. Conformément à la recommandation du CPERMO Performance suite à la présentation du CREF le 11/07/2018, le CHU a fait valoir la condition suspensive relative au financement de l'opération. Le CHU ne s'est donc pas porté acquéreur de parcelles de terrain pour une valeur de 8,5 M€, et n'a pas versé les 850 k€ prévus par la clause pénale.
- Litiges Pasteur 2 :

Les contentieux ci-dessous concernent l'opération de construction du nouvel hôpital Pasteur 2. Opération majeure conçue en deux phases, celle-ci a été lancée dès 2007 par la notification de 20 marchés travaux. L'opération d'une grande complexité a connu des difficultés géotechniques ainsi que des modifications de programme qui ont rallongé le délai d'exécution selon plusieurs calendriers successifs.

Les demandes réclamatrices des entreprises concernent majoritairement l'indemnisation de ces prolongations de délais.

Soldé - SPIE-SATELEC – Lot courants forts-courants faibles

Soldé - ATRIUM PAYSAGES Lot Aménagement paysager

Soldé - SUSCILLON Lot Menuiserie intérieures

EIFFAGE THERMIE – Lot Génie Climatique

Deux réclamations initiales ont été adressées en juin et août 2018 faisant valoir diverses demandes financières liées à la perte d'industrie, la perte d'efficacité de la main d'œuvre, des coûts d'encadrement supplémentaires (réclamation de 9 411 054 € HT).

Dans ce contexte, les sociétés requérantes ont sollicité auprès du tribunal administratif de Nice un référé expertise en date du 10 avril 2019. Depuis, plusieurs rencontres programmées à l'initiative des parties sont intervenues.

Aujourd'hui, l'analyse de la maîtrise d'œuvre s'élève à un montant qui pourrait être dû de 2 579 400 € HT.

Deux possibilités s'offrent au CHU : la voie amiable (signature d'un protocole transactionnel après accord sur les montants indemnitaires) ou la voie judiciaire (procédure en référé ou bien directement au fond).

L'avancement actuel de la réclamation et l'absence de procédure judiciaire ne permet pas de déterminer s'il y a lieu d'enregistrer un éventuel chiffrage du risque dans les comptes de l'établissement.

Une demande d'expertise a été déposée par la société Eiffage Thermie devant le TA, le 25 juin 2019. La première réunion d'expertise a été fixée 21 septembre 2020. Le CHU a également décidé de résilier le marché du groupement en date du 16 juillet 2021.

Sept réunions d'expertise se sont tenues et l'expert judiciaire vient de demander un délai de prolongation pour la remise de son rapport final à fin avril 2023.

Le 7 novembre 2022, le groupement EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES – CLEVIA MEDITERRANEE / CPCP déposait une requête au fond reçue par le CHU de Nice le 18/11/2022 via Télérecours. Il est demandé le sursis à statuer dans l'attente du dépôt du rapport définitif de l'expert ; la condamnation du CHU de Nice à payer les sommes suivantes :

- 13 745 920 € TTC correspondant au coût total du marché en ce compris les indemnités réclamées au titre du mémoire de réclamation et intérêts moratoires à parfaire
- 736 317 € TTC au titre des indemnités transactionnelles restant dues.

Soit un total réclamé de **14 575 857 €, « à parfaire. »**

Plusieurs réunions d'expertise se sont tenues (11 séances au total), la dernière en date du 12 décembre 2023. Le rapport final devrait être déposé par l'expert en avril 2024. Le CHU pourra ainsi évaluer s'il convient d'enregistrer un chiffrage du risque (indemnisation de l'entreprise) dans les comptes de l'établissement.

Dans le même temps, le CHU de Nice déposait son mémoire en défense dans la procédure au fond le 31 juillet 2024.

Le mémoire au fond déposé par EIFFAGE le 02 août 2024 vise des demandes quasi identiques pour 14 397 947,38 euros.

Une ordonnance du Tribunal Administratif repoussait la clôture de l'instruction du 26 août 2024 au 20 septembre 2024. Le CHU de Nice évalue le risque d'indemnisation de l'entreprise à environ 4 millions d'euros.

L'audience de cette affaire a été fixée au 4 mars 2025 : les conclusions du rapporteur public mentionnent une condamnation du CHU à régler à la société Eiffage la somme de **1 527 160, 64 euros** toutes taxes comprises au titre du décompte, assortie des intérêts moratoires et de leur capitalisation.

La décision du juge est intervenue le 25 mars 2025, portant la condamnation du CHU de Nice à la **somme de 2 318 315,50 €** toutes taxes comprises à laquelle il convient de rajouter le calcul des intérêts moratoires à compter du 7 février 2022.

Le CHU écope pour moitié des frais d'expertise taxés à la somme de 94 481,50 € toutes taxes comprises, soit 47 240,75 € TTC.

Au 3 juin 2025, le CHU apprend qu'EIFFAGE THERMIE n'interjetait pas appel de la décision du Tribunal Administratif.

ASSURANCES TRC - compagnie CHUBB European Group Limited : sinistre Bâtiment M et G avoisinants Pasteur 2

Lors des travaux de réalisation des parois de la phase 2 qui se sont déroulés entre septembre 2016 et novembre 2017, il a été constaté des tassements, l'apparition et l'aggravation de fissures affectant le bâtiment M mais également le bâtiment G.

Une déclaration de sinistre a été établie le 16 octobre 2017 par le CHU de NICE auprès de la compagnie CHUBB, son assureur Tous Risques Chantier (TRC) laquelle a confirmé que la garantie "dommages aux existants" était acquise pour les désordres affectant le bâtiment M. Aucun accord n'a pu être trouvé avec la compagnie CHUBB pour le financement des travaux de reprise nécessaires ni sur la nature de ces travaux.

Le CHU de Nice a entrepris les travaux de reprise en sous œuvre (RSO) pour le confortement du bâtiment M, préalable nécessaire aux travaux de terrassement de la phase 2 de Pasteur 2. Dans le même temps, en 2020, le CHU requérait un référé aux fins d'expertise avec pour missions de constater les désordres sur les bâtiments, de se prononcer sur la solution réparatoire la mieux adaptée, en déterminer le coût.

En effet, en janvier 2020, la compagnie CHUBB proposait au CHU de Nice une indemnité de **28 138 €** après application de la franchise contractuelle de 75 000 €.

Pour mémoire, les dépenses engagées par le CHU s'élèvent à environ **10 millions d'euros** (travaux préparatoires, déménagement partiel du service de Psychiatrie hébergé au bâtiment M, reprise en sous œuvre, ...).

Le rapport définitif de l'expert a été adressé au Président du Tribunal administratif de Nice le 4 décembre 2023, reçu par le CHU de Nice par courrier recommandé le 12 décembre 2023.

Les conclusions de l'expertise semblent favorables au CHU puisque l'expert valide la totalité de la demande à savoir 10 906 925 € déduction faite de la franchise de 75 000 €.

Toutefois, le Conseil de la Cie CHUBB conteste fortement ces conclusions : dans l'hypothèse d'une mobilisation des garanties de la police souscrite auprès de CHUBB, l'éventuelle indemnisation du CHU ne pourrait être supérieure à 4 606 788 €.

Le Tribunal administratif ayant fixé l'éventuelle clôture de la procédure au 30 avril 2024, les parties devront déposer un mémoire complémentaire avant cette date. Des réunions en interne avec le Conseil du CHU sont d'ores et déjà programmées pour venir appuyer ses arguments par une note technique.

Le CHU demande la condamnation de la compagnie CHUBB European Group Limited à lui verser la somme de **9 108 372,97 euros** (hors champ d'application de la TVA).

L'audience de cette affaire a été fixée au 4 mars 2025 : les conclusions du rapporteur public mentionnent la mobilisation des garanties de la police TRC de CHUBB et a considéré qu'à minima la somme de 7 millions devait être versée au CHU par la Cie CHUBB. Le Conseil de CHUBB a sollicité une contre-expertise et/ou un complément d'expertise et subsidiairement de voir limiter le chiffrage à la somme de 4 millions.

La décision du juge est intervenue le 25 mars 2025, portant la condamnation de la société CHUBB à verser au CHU de Nice la somme de **7 931 256,85 €**.

Le 19 mai 2025, le CHU de Nice apprenait que CHUBB EUROPEAN Group a interjeté appel de la décision et introduit dans le même temps une requête en sursis à exécution du jugement.

Le CHU de Nice prépare un mémoire en réplique aux présentes requêtes.

- Blanchisserie / faïence :

Soldé - Faïence BIH – CHU c/ Groupement d'assurances ACE EUROPE (fusionnée sous le nom de CHUBB european group) / GENERALI / ALBINGIA / AMLIN

- GCS HPNCL :

Le GCS HPNCL a déposé un recours auprès du tribunal administratif en décembre 2024. Il est reproché au CHU de ne pas avoir respecté le cadre juridique d'établissement et validation d'un budget de dépenses préalablement à la refacturation des coûts engagés pour l'activité de pédiatrie. Sous cet argument, le GCS a suspendu les paiements des titres émis par le CHU relatifs aux refacturations de personnel effectivement engagés pour les services réalisés à la fondation LENVAL depuis janvier 2024. Néanmoins, l'établissement considère que le risque de non-recouvrement des créances du GCS HPNCL présentes dans la comptabilité du CHU de NICE au 31/12/2024 (environ 13M€) n'est ni avéré ni quantifiable au moment de l'arrêté des comptes. L'établissement n'a donc pas comptabilisé de provision pour dépréciation sur les dites créances.

- **Etat AI2 Honoraires des commissaires aux comptes :**

Honoraires du cabinet EXCO

Rattachement fin 2023	-162 000,00
Paiement en 2024 au titre de 2023 TTC	136 800,00
Paiement en 2024 au titre de 2024 TTC	0,00
Rattachement fin 2024	162 000,00
TOTAL	162 000,00

- **Etat AI3 Tableau de synthèse des effectifs :**

	Comptes	ETP moyen mensuel			Rémunération (hors charges)		
		Exercice N	Exercice N-1	Diffé	Exercice N	Exercice N-1	Diffé
Professions libérales	54211	309,40	309,55	26,48	36 307 131,25	35 509 574,83	7 597 5,42
Personnels enseignants et hospitaliers - infirmiers	54212	40,12	34,46	3,77	7 539 505,35	6 587 807,20	252 698,15
Artisans et artisans agricoles exerçant en ex- cise	54213	10,00	21,37	-6,46	1 595 211,76	1 511 712,32	12 499,44
Personnels compétents et techniques professionnels contractuels en CDI	54215 & 54216	90,70	89,68	3,12	9 054 536,60	9 608 445,70	180 102,90
TOTAL 1 - PERMANENTS	TOTAL 1 - PERMANENTS	540,22	534,96	26,82	54 496 385,96	47 809 540,05	6 277 290,41
Personnels contractuels et temporaires professionnels contractuels en CDI	54217 & 54218 (contractuels - 3 mois)						
Personnels en détachement temporaire	54219 (contractuel - 3 mois)	61,02	70,66	-12,64	1 253 861,54	1 789 612,37	-535 750,83
Personnels enseignants et hospitaliers non titulaires et temporaires	54220 (contractuel - 3 mois)	37,06	39,90	-2,15	2 180 599,15	2 031 560,39	149 038,76
Personnels à recrutement contractuel et temporaire professionnels contractuels sans reconquête du droit (hors les autres) - 3 mois	54221(2)(3)(7) (contractuel - 3 mois)						
Artisans et artisans agricoles en CDI	54225	1,32	1,34	-0,02	36 996,12	30 968,52	15 027,60
Personnels agricoles	54226	49,72	45,23	3,47	3 274 176,80	1 025 810,23	2 248 366,57
Sous-total (1)	Sous-total (1)	150,90	126,93	23,97	6 722 064,72	4 851 351,72	1 870 713,00
Infirmeries - 35	54231(2)(3)(4)(5)	342,87	309,18	33,69	19 089 779,90	17 524 568,42	1 565 211,48
Pharmaciens	54232(2)(3)(4)(5)	815,70	848,40	-32,70	1 578 170,00	1 561 770,50	16 399,50
Techniciens d'analyse	54233(2)(3)(4)(5)	305,30	386,42	-81,12	1 494 133,80	1 087 620,74	406 513,06
Sous-total (2)	Sous-total (2)	1 463,87	1 544,00	-80,13	22 162 083,70	20 173 959,66	1 988 124,04
Infirmeries médicales	54234 & 54235	0,22	0,90	-0,68	88 555,08	1 85 667,89	-97 112,81
TOTAL 2 - NON PERMANENTS	Sous-total non permanents	1 464,09	1 544,90	-80,81	22 250 638,78	20 309 627,55	1 940 011,23
Personnel médical affecté à l'établissement	54236	30,61	35,40	-4,79	373 601,15	387 682,00	-14 080,85
TOTAL 3 - PERSONNEL MEDICAL (hors infirmeries et vacataires)	Sous-total personnel médical	30,61	35,40	-4,79	373 601,15	387 682,00	-14 080,85
TOTAL PERSONNEL MEDICAL (2+3)	TOTAL PM	2 218,82	2 665,23	-446,41	25 744 240,69	21 504 909,60	4 239 331,09

	Catégorie	ETP - Moyens humains			Rémunérations (Mds \$/an)		
		Exercice N	Exercice N-1	Diffé	Exercice N	Exercice N-1	Diffé
Personnel non médical Fonctionnaires et stagiaires	Personnel administratif	285,45	296,72	11,27	16 910 126,35	17 547 086,46	636 960,11
	Directeurs généraux de direction	18,75	20,37	1,62	3 854 643,37	3 954 368,88	99 725,51
	Personnels des services de soins	1 199,45	1 211,93	12,48	144 416 713,19	138 467 204,12	5 949 509,07
	Assistants sociaux, infirmières, etc.	1 199,45	1 211,93	12,48	144 416 713,19	138 467 204,12	5 949 509,07
	Assistants sociaux	1 199,45	1 211,93	12,48	144 416 713,19	138 467 204,12	5 949 509,07
	Personnels infirmiers et autres	44,10	42,75	1,35	3 135 937,84	3 111 994,73	23 943,11
	Personnels médicaux techniques	378,47	368,87	9,60	34 380 345,17	31 382 104,67	3 000 240,50
	Personnels techniques et autres	712,77	720,28	7,51	25 484 587,45	24 754 726,27	729 861,18
TOTAL 1		6 612	6 587,06	24,94	215 094 321,12	206 096 128,75	8 998 192,37
Personnel non médical Contractuels à durée indéterminée	Personnel administratif	16,85	16,20	0,65	2 958 843,47	2 749 702,35	209 141,12
	Personnels des services de soins	308,11	319,77	11,66	3 887 519,21	32 121 254,85	2 137 735,64
	Assistants sociaux, infirmières, etc.	317,78	320,18	2,40	3 887 519,21	32 121 254,85	2 137 735,64
	Assistants sociaux	317,78	320,18	2,40	3 887 519,21	32 121 254,85	2 137 735,64
	Personnels infirmiers et autres	6,00	5,12	0,88	36 140,00	36 140,00	0,00
	Personnels médicaux techniques	11,97	11,97	0,00	1 130 110,54	1 130 110,54	0,00
	Personnels techniques et autres	200,00	195,85	4,15	2 200 475,34	2 161 074,34	39 401,00
	TOTAL 2	643	648,97	-5,97	12 212 068,50	14 707 396,68	-2 495 328,18
TOTAL - PERMANENTS (1+2)		7 255	7 236,03	18,97	227 306 389,62	220 803 525,43	6 502 864,19
Personnel non médical Contractuels à durée déterminée et autres	Personnel administratif	65,81	62,06	3,75	1 844 141,11	1 514 956,59	329 184,52
	Personnels des services de soins	381,76	371,88	9,88	6 044 823,87	6 452 103,13	407 280,26
	Assistants sociaux, infirmières, etc.	381,76	371,88	9,88	6 044 823,87	6 452 103,13	407 280,26
	Assistants sociaux	381,76	371,88	9,88	6 044 823,87	6 452 103,13	407 280,26
	Personnels infirmiers et autres	1,00	0,00	1,00	1 130 110,54	1 130 110,54	0,00
	Personnels médicaux techniques	1,00	0,00	1,00	1 130 110,54	1 130 110,54	0,00
	Personnels techniques et autres	1,00	0,00	1,00	1 130 110,54	1 130 110,54	0,00
	TOTAL 3	649	643,94	5,06	12 212 068,50	14 707 396,68	-2 495 328,18
	TOTAL 3 - CDD ou contrats de remplacement	649	643,94	5,06	12 212 068,50	14 707 396,68	-2 495 328,18
	Personnels des services de soins	649	643,94	5,06	12 212 068,50	14 707 396,68	-2 495 328,18
	Assistants sociaux, infirmières, etc.	649	643,94	5,06	12 212 068,50	14 707 396,68	-2 495 328,18
	Assistants sociaux	649	643,94	5,06	12 212 068,50	14 707 396,68	-2 495 328,18
TOTAL 4		649	643,94	5,06	12 212 068,50	14 707 396,68	-2 495 328,18
TOTAL - NON PERMANENTS (3+4)		1 292	1 292,91	-0,91	23 954 137,00	29 414 793,36	-5 460 656,36
TOTAL 5 - PERSONNEL EXTERIEUR (hors internes et volontaires)		4,16	4,16	0,00	446 849,58	446 849,58	0,00
TOTAL PERSONNEL NON MEDICAL (1+2+3+4+5)		8 951,16	8 933,94	17,22	251 516 635,12	245 924 719,57	5 591 915,55
TOTAL PERSONNEL MEDICAL et NON MEDICAL		8 951,16	8 933,94	17,22	251 516 635,12	245 924 719,57	5 591 915,55

TABLEAU SYNTHETIQUE DES EFFECTIFS GLOBAUX CRP P et CRP A

			ETP - Moyens humains
			Exercice N
Informations sur le secteur et les catégories de personnel	interne - Non internes et stagiaires	Hommes	308,97
	interne - Non internes et stagiaires	Femmes	347,25
	non médical (*)	Hommes	1 612,45
	non médical (*)	Femmes	1 704,81
	non médical (*) (*)	Hommes	1 446,40
	non médical (*) (*)	Femmes	1 519,15
	non médical (*) (*)	Autres	1 943,27

1.7.2. Etat AI4 Evénements significatifs postérieurs à la clôture

Activité à fin avril 2025 :

SITUATION CORA M04 2025							
	Fin avril 2025	Fin avril 2024	Fin avril 2023	Fin avril 2019	Evolution % 2025 vs 2024	Evolution % 2025 vs 2023	Evolution % 2025 vs 2019
Nombre de séjours	32 906	31 053	31 131	45 079	5,59%	18,29%	18,53%
Nombre séjours 2 jours et plus	13 774	13 478	12 935	14 917	2,50%	6,49%	-7,06%
Nombre séjours 1 jour	8 747	8 676	8 585	6 024	1,99%	4,32%	-6,88%
Sous total séjours 1 jour et +	17 521	17 152	16 520	20 941	2,19%	6,04%	-7,88%
Nombre séjours 0 jour	15 948	14 207	11 604	10 291	12,25%	17,44%	54,97%
Nombre séances	20 437	19 692	17 027	16 247	3,78%	20,69%	25,79%

L'activité en cumulé à fin avril 2025 est en hausse de 5,59% par rapport à la même période en 2024. Cela représente une augmentation de la valorisation T2A de 5,43%, soit 2 855 séjours en plus sur la période (53 906 séjours au total).

Cette évolution est particulièrement expliquée par la hausse des séances et des séjours 0 jour (+8.8% au total). Les séjours 1 jour et plus augmentent de 1.45% sur la période.

Pasteur 2 phase 2 :

Poursuite et achèvement des travaux en vue d'une réception définitive au 3ème trimestre 2025

1.7.3. Etat A15 Informations sur les aspects environnementaux

Néant

